

## RÉDACTION

ADMINISTRATION

## BUREAU D'ABONNEMENTS

Rue Pépinière, 3.

On s'abonne dans tous les bureaux de poste.  
Compte de chèques postaux 112.  
Les abonnements partent  
du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

## PRIX D'ABONNEMENT

Un an 6 mois 3 mois 1 mois

Suisse ..... Fr. 28 — 18 — 8 50 8 50

Étranger (argent suisse) ..... 40 — 20 50 10 50 4 —

(Abonnements pris à la poste — en plus.)

Prix du numéro: Suisse 10 cent. — Étranger 15 cent.

## Gazette de Lausanne

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉE EN 1798

## ANNONCES:

## PUBLICITAS

Société Anonyme Suisse de Publicité

LAUSANNE, rue Richard, 3

et Succursales, Agences, Correspondants  
en Suisse et à l'Étranger.

## PRIX DES ANNONCES

Pour le canton... 0.40 cent. à la ligne ou  
Pour la Suisse... 0.50 à la ligne ou  
Pour l'étranger... 0.50 à la ligne ou  
RÉCLAMES ..... Fr. 1.50 à la ligne ou

Tous les retards et tout envoi doivent être affranchis

Lausanne, 6 avril

## EN RHÉNANIE

## Impressions de Bonn

Bonn, la jolie ville universitaire des bords du Rhin, appartient depuis quelques semaines à la zone française d'occupation. Elle était tenue jusqu'à cette date par les Anglais. Et ces braves Tommies s'y trouvaient si bien qu'ils ont fait des pieds et des mains pour y rester. Ils n'ont même pas hésité à noircir dans ce dessin ceux qui devaient leur succéder: « Vous verrez, disaient-ils aux autochtones affolés, vous verrez le régime que les Français vous imposent. Ils sont exaspérés par les ravages de votre armée dans leur pays pendant la guerre. Ils sont outrés de la mauvaise volonté que vous mettez à payer votre dette envers eux. Pauvres gens que vous êtes! Vous allez en voir de toutes les couleurs! »

Ces discours avaient terrorisé les Bonnois. On raconte que la sœur de l'empereur Guillaume, la princesse de Schaumbourg-Lippe, qui habite ici une magnifique villa, était particulièrement nerveuse. Elle doit avoir adressé en haut lieu interpellé d'ardentes supplications tendant à ce qu'on lui laissât ses officiers britanniques et à ce qu'on n'ouvrit pas sa villa à des officiers français. On ne put tenir compte de sa requête. Et quelle ne fut pas sa surprise en constatant que ses hôtes nouveaux respectaient ses rideaux et ses tapis. Elle n'est pas encore revenue de sa stupeur.

La même surprise agréablement attendait les simples bourgeois et plus spécialement les professeurs et les étudiants de cette Université de Bonn qui se prévaut d'un si brillant passé. Ils n'avaient pas bonne conscience, ces universitaires de tous âges. Si toutes les universités allemandes étaient empoisonnées d'esprit pangermaniste, celle de Bonn répandait un venin plus nocif que les autres. C'est ici que Guillaume II a mené la vie d'étudiant, c'est ici que la Borussia, le corps le plus aristocratique de toute l'Allemagne, tenait, avant la guerre et avant l'occupation par les Alliés, le haut du pavé. Bonn était dans l'Allemagne impériale un foyer de pangermanisme intellectuel. Ce foyer, de toute évidence, ne s'est pas éteint. On rencontre dans les rues les mêmes adolescents au visage hâlé, les mêmes jeunes gens coiffés de l'affreux Stürmer. Ils ne se font plus suivre de leurs énormes dogues, les dogues étant aujourd'hui un objet de suprême luxe en Allemagne, mais ils ont recommencé leurs duels à la rapière. L'Allemand n'a donc pas versé assez de sang pendant la guerre? Il tient donc à le voir couler d'une façon ou d'une autre? La jeunesse germanique avait une admirable occasion de renier une institution barbare, sinistre parodie des tournois et qui n'a plus sa raison d'être. C'est un phénomène attristant que son empressément à ne point saisir l'occasion propice.

Les Anglais avaient interdit les duels à la rapière et l'on avait dit aux étudiants bonnois: « Vous verrez, les Français les interdiront aussi. » Mais les Français n'ont rien interdit. Il plaît aux étudiants de Bonn de se découper des pommes frites dans les joutes: allez-y gaiement, jeunesse studieuse et quelque peu sanguinaire! L'autorité française s'est fait, d'ailleurs, une loi d'intervenir le moins possible dans le ménage universitaire. J'ai recueilli à cet égard, de la bouche même de M. Paul Tirard, les déclarations les plus intelligemment libérales et les plus appropriées, je pense, à la situation. Je crois pas décevoir M. Tirard en apportant ce fait. M. Paul Tirard est résolu à laisser aux enseignants et aux enseignés tous les privilèges compatibles avec le maintien de l'ordre public et avec la déférence due aux vainqueurs.

Il a raison. La violence engendre la violence. L'autorité alliée ne tarderait pas à se faire détester plus encore si elle prétendait diriger les opinions de ces intellectuels rhénans. Il faut que les pangermanistes arrivent à reconnaître d'eux-mêmes l'absurdité et la nuisance, comme on fait autrefois, de leur doctrine. L'influence française qui va rester prépondérante à Bonn pendant des années pourra heureusement s'exercer dans ce sens; mais c'est une entreprise de longue haleine.

J'ai eu le plaisir de m'entretenir quelques instants à Bonn avec un jeune professeur qui s'est fait une spécialité de l'étude critique de la littérature française, surtout de ses représentants les plus jeunes et les plus hardiment novateurs. M. Curtius a publié un livre — qui fut d'abord un cours professé à Bonn — où les écrits de Pégy, Suetonius, Rion, Gide, Agathon sont finement

ment appréciés. M. Curtius, dès 1914, ne croyait pas à la décadence française. Les vertus déployées par la France pendant la guerre n'ont pas été une surprise pour lui.

Je l'interroge sur l'état d'esprit des étudiants au lendemain de la défaite. Il constate l'existence d'un courant pangermaniste, exaspéré par le désastre, une soif de revanche attisée par la présence des troupes alliées en Rhénanie. Mais il me signale d'autre part, une nouveauté curieuse: un mouvement de sympathie enthousiaste pour le socialisme extrême, un appétit de bouleversement général qui se manifeste par une étude passionnée de la poésie et des philosophies orientales. Les adeptes de cette école déclarent: « L'Occident a fait faillite. La démocratie française et le libéralisme anglais sont aujourd'hui choses vieillottes et dépassées. L'Allemagne doit se retremper aux sources mêmes de la pensée humaine. Qu'elle s'instruise auprès des Russes, des Chinois, des Hindous! »

Cette curiosité pour les civilisations de l'Orient, curiosité de caractère pratique non moins que spéculatif, explique le succès obtenu pendant la guerre par les traductions allemandes de Dostoïevsky, de Rabindranath Tagore, par le livre du comte Keyserling sur ses impressions de voyage en Chine. Cet élan des jeunes lettrés d'Allemagne vers l'Orient mériterait d'être observé de plus près. Je m'appliquerai peut-être un jour à cette étude. Quel en sera le résultat pratique? Lord Beaconsfield, quand il n'était encore que Benjamin Disraeli, subit, lui aussi, le prestige oriental. Il en rapporta la théorie de l'impérialisme britannique. Puissent les étudiants allemands, fils de la défaite pangermanique, en rapporter autre chose!

Il convient, d'ailleurs, d'observer que les étudiants monarchistes et impérialistes mettent, pour le moment, leur drapeau en poche. Certaines feuilles avancées ayant accusé la jeunesse universitaire d'avoir fait des vœux pour le succès de Kapp et sa bande, le Comité général des étudiants de Bonn, parlant au nom de toute l'Alma mater, a publié une protestation énergique: « Selon les nuances politiques, lit-on dans ce manifeste, on parle d'étudiants nationalistes ou de la canaille du parti national allemand et, sans le vouloir, mais aussi parfois avec intention, on suscite l'idée qu'être étudiant, c'est sympathiser pour la réaction. Etre étudiant, ce n'est pas faire partie d'une classe, encore moins d'une coterie, et nous en sommes fiers. »

Quelques lignes plus bas on lit encore: « Nous sommes fiers de voir dans les classes de nos écoles supérieures le fils de l'ouvrier à côté du fils du grand commerçant et de voir ainsi que tous les trésors dispensés par la science deviennent un bien commun pour toutes les classes. » Cette profession de foi démocratique est une grande nouveauté dans les universités allemandes. La phrase suivante du manifeste est plus sujette à caution: « Nous sommes fiers, déclarer les étudiants, de constater que la science nous a appris à comprendre la pensée des autres. » Croient-ils donc, les étudiants de Bonn, qu'ils connaissent les autres peuples avant la guerre? Était-ce un sentiment scientifique que le mépris dont ils accablaient, d'accord avec leurs professeurs pangermanistes, toutes les nations de la terre, sauf l'allemande? Il y aurait fort à redire à cette partie du manifeste universitaire qui a été si remarqué à Bonn et dont je cite quelques extraits, mais la conclusion en est, de nouveau, fort raisonnable: « Un idéal d'unité intellectuelle, c'est tout l'esprit étudiant (das Studententum). Ce n'est pas un parti, ce n'est pas une classe, ce n'est pas une conception philosophique qui nous unit les uns aux autres. Ceux qui parmi le peuple ne sont ni étudiants, ni universitaires devront bien le reconnaître. » Il est d'assez bon augure, me semble-t-il, que le langage public des étudiants garde cette mesure et cette prudence. Ce document ne porte en rien la marque des deux groupes extrêmes signalés plus haut: impérialistes de droite et bolchévistes de gauche. Est-ce aux baïonnettes alliées qu'on doit tant de sagesse et de modération? De toute façon, cet état d'esprit « officiel » marque un progrès dans le sens de l'apaisement. Ah! si l'université de Bonn pouvait devenir un foyer de culture vraiment universelle, vraiment internationale! Ah! si le Rheinland pouvait former un trait d'union entre la France et l'Allemagne, entre l'esprit latin et l'esprit germanique!

Cet idéal n'est pas encore, je le crains, à la veille de se réaliser. J'en ai eu, au moment de quitter Bonn, la preuve trop convaincante. Je m'apprêtais à monter dans le train à destination de Coblenze. Je demandai quelques renseignements pratiques au portier à redingote bleue et casquette rouge qui arpentait le quai.

Il répondit avec la plus grande prévenance à toutes mes demandes. Sur quoi je m'éloignai. Mais mon accent avait sans doute donné l'éveil au portier. Croquant reconnaître en moi un Français, il m'aborda quelques instants plus tard et, brusquement, me posa cette question: « Est-ce que j'ose vous demander ce que vous pensez de l'avenir de l'Allemagne? »

Je dissimulai ma surprise et lui fis sans hésiter la réponse qui traduisait ma conviction intime: « Je crois que l'Allemagne se relèvera, lui déclarai-je, qu'elle se relèvera même très vite, pourvu que vous ne fassiez pas de bêtises. Développez vos institutions républicaines encore précaires, abstenez-vous d'impérialisme et de bolchévisme. »

Il parut soulagé par ma réponse. Son visage angélique s'éclaira un peu. Je me rengorgeai. J'étais infiniment flatté d'être pris pour la Pithyie de Delphes. C'était la première fois qu'une telle aubaine était mon partage. Mis en confiance par la réponse favorable de l'oracle, le portier continua son déferent interrogatoire. Et j'eus l'explication de son inquiétude. Il croyait, on lui avait dit « que les Français n'évacueraient jamais la rive gauche du Rhin et qu'ils voulaient l'annexer (annektieren) ». Ce fonctionnaire rhénan en éprouvait un patriotisme chagrin. Je le rassurai de mon mieux. Je lui représentai que la France s'estimait assez grande comme elle est, qu'elle ne songe point à s'incorporer des territoires germaniques. Elle n'était venue sur le Rhin que pour fonder sa propre sécurité et pour apporter l'ordre. Les gens de Bonn ne vivaient-ils pas sous un régime plus confortable que ceux de la Ruhr, en proie à la guerre civile?

Le portier, cependant, n'était qu'à moitié convaincu. Et je ne jurerais pas que mon pronostic sur les desseins français lui parût d'aussi bon aloi que ma prophétie sur le relèvement de l'Allemagne. Son langage ingénu témoignait aussi bien de la campagne haineuse à laquelle se livre la presse du Reich contre la politique censément annexionniste de la France dans le Rheinland. On cherche sur la rive droite à entretenir le chauvinisme de la rive gauche en brandissant, au moins prématurément, le fantôme de l'annexion française. Cette agitation rend difficile aux autorités occupantes leur politique de conciliation et de libéralisme. Les Rhénans, chauffés à blanc par la propagande pangermaniste, clandestine mais toujours intense, attribuent à des arrière-pensées inavouables les complaisances qu'on leur marque.

J'ai cru comprendre, au surplus, que l'état d'esprit de mon portier était celui de la grande majorité des Rhénans. Encore une fois, les anciennes sympathies françaises de ce pays ont presque totalement disparu. On m'a nommé quelques savants, quelques lettrés qui se proclament francophiles; mais c'est coquette d'intellectuels. La population, dans son ensemble et dans son tréfonds, est résolument germanique. Tout ce qu'on peut espérer, c'est qu'on arrivera avec le temps à la « dérusianisation ». Plus on réfléchit sur le douloureux problème des rapports de l'Allemagne avec le reste du monde, plus on arrive à cette conclusion que la seule solution raisonnable consisterait à créer une Allemagne fédérale.

Mais la politique à courte vue des Anglo-Saxons a étouffé dans l'œuf, au lendemain de l'armistice, les tendances particularistes. Sera-t-il possible de les faire renaître? Il y faudra, en tout cas, beaucoup de temps.

Maurice MURET.

## Diagnostic

En voyage..., ce 1er avril 1920.

M. Feyler me permet-il un mot d'explication au sujet de son article et du lien entre la question des maisons de jeu?

Si, dans le village où M. Feyler exerce ses droits d'électeur, personne n'a eu la naïveté devant le contre-projet des Chambres, je tiens à l'assurer que dans le milieu où je vis, ce texte fédéral, hypocrite et sournois, a été réellement rejeté avec dégoût. J'ai donc usé d'une expression qui est strictement exacte, je la maintiens.

Votre bien dévoué,

Philippe GODET.

Je remercie mon honoré Maître, M. Ph. Godet, de l'attention qu'il a bien voulu prêter à mon passage par propos. Nous sommes d'accord. Dans son collige on vomi; on n'a pas vomi dans le mien. C'est une simple affaire d'estomacs.

F. FEYLER.

LA

## Gazette de Lausanne

lue dans le monde entier  
est un organe de publicité de 1<sup>er</sup> ordre

## Destruction et restauration

## du bassin houiller

## du Nord et du Pas-de-Calais

Les Allemands ne se gênent pas pour dire que tout l'effort de la guerre était dirigé contre l'Angleterre qu'ils trouvaient toujours devant eux dans leurs tentatives d'expansion coloniale, qui empêchait leur accès aux Indes en barbant l'extrémité du chemin de fer de Bagdad, qui, malgré le prodigieux développement des flottes militaires et commerciales de l'Allemagne restait maîtresse de la mer, qui cherchait à évincer de leurs positions les agents commerciaux allemands dans le monde entier.

Mais, entre l'Allemagne et l'Angleterre il y avait la France, liée à sa voisine d'outre-Manche par une entente que l'imminence du danger avait rendue toujours plus étroite. De nombreuses tentatives de rapprochement, appuyées même par des hommes politiques français avaient été faites. On avait essayé de la pénétration pacifique qui donnait d'excellents résultats. Dans tous les domaines économiques les produits allemands, surtout les machines, envahissaient le marché français, et il aurait suffi de quelques années de ce régime pour que, les Allemands eux-mêmes venant s'établir en France, il se soit opérée une lente dissolution de la nation française trop peu prolifique dans la nation allemande affligée de surpopulation.

Il était du plus haut intérêt pour l'Allemagne d'empêcher par tous les moyens le développement de l'industrie nationale française, et nous avons à maintes reprises entretenu nos lecteurs de nombreuses tentatives, la plupart couronnées de succès, qui furent faites pour remplacer en France les affaires industrielles nationales par des affaires allemandes. C'est ainsi que l'utilisation des déchets animaux dans la France entière avait passé entre des mains allemandes, munies d'un outillage supérieur (voir *Gazette de Lausanne* du 29 avril 1917. Le péril économique). Par-dessus tout il s'agissait de mesurer parcimonieusement aux Français le charbon, pain de l'industrie, et, à cet effet, les Allemands avaient trouvé un bon moyen en ne livrant leur charbon que contre du minerai de fer. On sait qu'ils avaient des intérêts dans trente concessions ferrifères françaises, dont vingt-et-une étaient leur propriété exclusive. On sait que l'Allemagne, extrayant sept fois plus de charbon que la France n'était gérée dans sa royauté continentale du charbon que par l'Angleterre.

Aussi, lors de l'envahissement de la France, les Allemands ne négligèrent-ils pas de ruiner l'industrie des régions envahies, en portant leur principal effort sur les mines de charbon.

Dans le magistral discours prononcé par M. Grunier devant la Société des ingénieurs civils de France, le 9 janvier 1920, lors de son installation en qualité de président, nous trouvons un saisissant tableau de ce que fut cette destruction dans la perfection, froidement calculée, laisse loin derrière elle tout ce que l'Histoire nous enseigne au sujet d'événements de ce genre.

Nous rappelons que la consommation française d'avant-guerre était en chiffres ronds de 60 millions de tonnes de charbon par année, dont 29 millions provenaient du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, 11 millions des bassins du Centre et du Midi, 4 millions de Belgique, 5 millions d'Allemagne, et le reste, soit 11 millions environ, principalement d'Angleterre. Il s'agissait donc d'isoler la France de son bassin du Nord, de la Belgique, et des ports maritimes. La France, réduite au sixième de son approvisionnement, allait manquer du combustible, source première de toute possibilité de lutte industrielle, et par suite militaire.

Ce calcul très bien établi fut déjoué en grande partie; le bassin du Pas-de-Calais ne put jamais être complètement envahi, et sa partie libre fut exploitée de façon intense. Les houillères du Centre et du Midi doublèrent leur production et la guerre sous-marine ne put jamais empêcher complètement le charbon anglais d'arriver en France.

Alors l'exaspération des envahisseurs fut portée à son comble, et, dès octobre 1915, des mesures radicales furent prises par les ingénieurs au corps des mines allemand pour ruiner, dans leur esprit à tout jamais, la fleur des mines françaises dont l'annexion à l'Allemagne semblait déjà devenir problématique.

Pour la clarté de ce qui va suivre, il convient d'expliquer comment sont établis les puits de mines de la région Nord de la France. Le terrain se divise en deux couches principales: une couche

supérieure constituée par de la craie, une couche inférieure constituée par de l'argile au-dessous de laquelle se trouve le terrain houiller. La couche de craie est entièrement fissurée, par conséquent excessivement perméable à l'eau. Dans cette partie, le puits est revêtu d'une cuirasse en fonte parfaitement étanche que l'on nomme *cuvelage*. Dans la partie inférieure, où l'argile est étanche par elle-même, le cuvelage n'est pas nécessaire et le puits est alors revêtu d'une simple maçonnerie. Derrière le cuvelage existe aussi un bétonnage qui remplit tous les vides entre le cuvelage et le terrain.

Les Allemands essayèrent d'abord d'obstruer les puits en y laissant tomber les cages d'extraction, puis en y projetant toutes sortes de matériaux. Ils supprimèrent l'aérage des puits au voisinage du front, hantés par la crainte de l'existence de passages secrets d'une mine à l'autre permettant aux soldats français de cheminer sous terre. Tous ces moyens parurent insuffisants et la décision fut prise de laisser les puits se remplir d'eau en faisant sauter les cuvelages. C'est alors qu'intervinrent les ingénieurs des mines, parfaitement au courant des installations qu'ils avaient fréquemment visitées et qui, en septembre 1915, firent un premier essai aux fosses No 8 de Courrières et No 6 bis de Liévin. Malgré des charges de 150 kg. d'explosifs, les cuvelages ne furent que partiellement entamés et il ne fut pas possible de provoquer la venue de grandes masses d'eau.

A partir du 20 octobre 1915, toutes les mesures étaient prises pour rendre la destruction efficace, et ainsi furent détruits successivement tous les cuvelages des puits de Liévin, Lens, Courrières, Dourges, Carvin, Drocourt, Meurchin, c'est-à-dire de toutes les mines situées à proximité du front. Pendant ce temps, les envahisseurs exploitaient pour leur compte toutes les mines du Nord en arrière du front.

Le remplissage par l'eau des galeries et chantiers ne parut pas aux envahisseurs un moyen suffisant pour prévenir une prompt reprise des travaux souterrains. Ils rendirent l'épuisement infiniment difficile en encombrant les colonnes des puits de tout ce qu'il fut possible de projeter, cages, câbles, bennes et autres matériaux, qui devaient s'opposer à la descente des pompes d'épuisement, puis ils rendirent les eaux infectes par la projection de cadavres d'hommes et d'animaux. Enfin quand l'entrée des galeries sera débarrassée des eaux, se dresseront de nouvelles difficultés; de puissantes charges d'explosifs envoyées tout au fond des puits ont fait sauter les accrochages (installations de chargement au fond), ont ébranlé le muraillement des puits, fait ébouler les voûtes des voies d'accès et les chambres des machines souterraines. Il reste aussi au fond des charges non explosées.

Rendre inabordable les gisements souterrains ne suffisait pas. Il fallut rendre inutilisables toutes les installations de surface, de façon à reculer la date du commencement des travaux d'épuisement et de restauration souterraine.

Pour les machines d'extraction, chaque cylindre est brisé, chaque tiroir de distribution a reçu sa charge spéciale d'explosif, chaque bouton de manivelle a été coupé à la dynamite; contre le gros arbre on a mis une charge suffisante pour le couper au voisinage des coussinets en mettant d'un seul coup le bâti en morceaux.

Les ventilateurs, les compresseurs d'air, les chaudières, subirent le même sort, puis on détruisit les bureaux avec tous les plans et registres de comptabilité, enfin on s'attaqua aux bâtiments, aux maisons ouvrières, de telle façon que toute cette riche contrée n'est plus qu'un champ de ruines.

Jusqu'aux premiers jours d'octobre 1918 les puits intacts du Nord envahis étaient encore pour le compte des envahisseurs, mais lorsque ces derniers sentirent venir l'heure de la retraite, ils décidèrent de ruiner toutes les installations encore debout et, du 6 au 12 octobre 1918, tout fut consommé. Le 12 octobre il ne restait plus dans toute la région envahie une seule cheminée, un seul bâtiment debout. Tout fut détruit systématiquement en n'épargnant aucun détail. Même chaque boîte à graisse de wagon reçut sa petite charge d'explosif.

Enfin toutes les réserves de combustible laissées à la surface furent incendiées.

Voici maintenant le bilan de cette œuvre satanique:

220 fosses sont rendues inutilisables pour plusieurs années.

Toutes les installations du jour sont complètement détruites.

Toutes les installations de chemin de fer sont détruites.

Tous les ponts de routes et de chemins de fer sont coupés et effondrés.

Les mines sont remplies de 60 à 80 millions de mètres cubes d'eau.

Une population de 100,000 ouvriers est sans asile.

Le dommage dépasse deux milliards et demi de francs pour les houillères seules, et atteint un chiffre au moins égal pour les usines et manufactures.

Loin de se laisser abattre par l'immensité du désastre, les exploitants français ont fait preuve d'un courage, d'un esprit d'initiative, et d'une fermeté à toute épreuve. En pleine guerre, déjà en 1915, furent envisagés les moyens de dénoyer les puits, et à cet effet fut passé par les Mines de Lens, les plus éprouvées, une importante commande de pompes à notre industrie suisse, la seule en état de fournir à cette époque. Plus grandissait la destruction et plus les ingénieurs français multipliaient les moyens de réparation. De nouvelles pompes furent commandées, il fut créé un Groupement des Houillères envahies qui centralisa toutes les commandes et s'appliqua à standardiser les types. Il fallut d'abord procéder aux travaux de déblayage, non encore achevés depuis un an et demi que l'ennemi a quitté le territoire. Puis on établit de vastes stations centrales électriques dont les réseaux s'installent actuellement dans tout le bassin sinistré, de Béthune à la frontière belge. Ces stations seront conservées après l'achèvement de la restauration; elles fourniront en premier lieu l'énergie nécessaire aux pompes de dénoyage, et aux treuils provisoires, puis alimenteront par la suite les machines d'extraction à commande électrique qui se substituent maintenant aux anciennes machines à vapeur. Elles actionneront aussi les ventilateurs, les compresseurs d'air et toute la machinerie qui n'est pas commandée par l'air comprimé.

Partout où les puits n'étaient pas noyés, on a recommencé l'extraction et à fin 1919, Anzin, Aniche, Thivencelles, Ostricourt, Crespin, Douchy, Vicoigne, arrivaient déjà à produire ensemble 80,000 tonnes par mois. Ce magnifique essor est malheureusement entravé pour le moment par une infâme grève, œuvre de quelques scélérats, pour lesquels le patriotisme ne compte pas. Avec un peu de fermeté de la part du gouvernement français, la grève passerait comme a passé la guerre; l'extraction, rendue plus active par l'emploi de moyens modernes, arriverait à arracher à ce riche sol du Pas-de-Calais et du Nord des trésors plus abondants que par le passé et, l'utilisation de la houille blanche aidant, on peut prédire pour dans quelques années, un magnifique essor à l'industrie française.

Genève, le 30 mars 1920.

Henri BESSON.

## L'opium

La drogue fatale a beau être proscrite par les lois de la République chinoise; elle rentre sur le territoire de celle-ci par quantités formidables. L'Inde est toujours la grande pourvoyeuse, mais, écrit le correspondant du *Times* à Pékin, l'opium qui va en Chine s'annonce en partance pour l'Amérique. La denrée y est transportée à l'état brut: de janvier à octobre 1919 inclusivement, il en est arrivé 250 tonnes qui, manufacturées, ont donné 35 tonnes d'opium pharmaceutique. Or une tonne de morphine fournit à 32 millions d'injections; il y en a donc assez, avec une tonne, de quoi suffire aux deux Amériques, de l'Alaska à la Patagonie. D'Amérique, l'opium est réexpédié au Japon, d'où il passe à Tientsin (Shantung), ou en Corée. De Tientsin, il est contrebandé dans l'intérieur. De la Corée, des bateaux à moteur le distribuent le long des côtes de la Chine. L'opium et la morphine pénètrent également une route moins détournée: de l'Inde aux îles néerlandaises et à Macao, d'où la contrebande les répartit dans tout le sud. Dans un récent meeting anti-opium à Pékin, sir Francis Aglen, inspecteur général des douanes maritimes chinoises, exposa que les douanes avaient, en 1919, saisi 21 tonnes d'opium et quatre quintaux de morphine et d'autres dérivés. Ces chiffres, ajouta-t-il, ne sont qu'une fraction infinitésimale de ce qui entre en réalité dans le pays. Le correspondant conclut qu'il n'y a pas moyen de débarrasser la Chine du fléau tant que le monde produit beaucoup plus d'opium qu'il n'en peut normalement consommer. La responsabilité de cet état de choses repose sur deux nations: la Grande-Bretagne, qui autorise la culture du pavot dans l'Inde sur des surfaces infiniment trop vastes pour la consommation locale et qui permet à ses ressortissants de fabriquer de la morphine et d'autres drogues pernicieuses en quantités décentes au moins de ce que requiert l'usage médical; l'autre coupable est le Japon, qui favorise la contrebande. « Pour notre prestige comme pour notre conscience, conclut le correspondant du *Times*, nous devrions, sans circonstances, supprimer cet infâme trafic en coupant le mal à la racine, c'est-à-dire en arrêtant la production dans l'Inde. »



## L'occupation de la Ruhr

ENTRE M. MILLERAND

ET LE MARÉCHAL FOCH

Paris, 4 avril

Au sujet de la situation dans la Ruhr, M. Millerand a déclaré :

— Le gouvernement français est fermement convaincu du danger d'une intervention allemande dans la Ruhr, et il est persuadé qu'elle n'est pas justifiée par une nécessité impérieuse. Il a fait le possible et l'impossible pour l'empêcher. Les dirigeants de Berlin agissant contre notre gré et transgressant leurs engagements, devront supporter seuls la responsabilité des conflits sanglants, s'il en produit, comme il faut le craindre, ainsi que des actes de destruction criminelle qui pourraient ultérieurement entraver l'exploitation du bassin minier. Ils ne seront pas fondés, cette fois, à s'abriter derrière le cas de force majeure.

Or, on a vu que M. Millerand avait annoncé dans sa lettre au chargé d'affaires allemand qu'il lui ferait connaître ultérieurement les décisions du gouvernement de la République.

Le président du Conseil s'est naturellement refusé à préciser les mesures qu'il pouvait envisager :

— J'ai tenu à prendre l'avis particulièrement autorisé du maréchal Foch et, en même temps, j'ai avisé et consulté les alliés ; je ne puis donc rien vous dire pour le moment.

Il est évident, toutefois, que les décisions du gouvernement ne tarderont pas à être connues. Il est permis d'ailleurs de présumer quelle en sera la portée. On se souvient que, dès le 28 mars, en réponse à la demande d'autoriser l'occupation de la Ruhr, M. Millerand faisait connaître à M. Mayer qu'il demanderait, en retour, des garanties comme l'occupation de Francfort, Darmstadt et Hanau :

— Il y a tout lieu de penser que nos Alliés, mis au courant par leurs représentants les plus qualifiés de la situation dans la Ruhr, voudront s'associer aux mesures que la France réclame, pour assurer le respect du traité et le maintien de sa sécurité.

Paris, 4 avril

M. Millerand, président du Conseil, a reçu, dimanche après-midi, le maréchal Foch.

## OCCUPATION DE FRANCFORT

Paris, 4 avril

Il y a lieu de remarquer que l'occupation envisagée de la zone Francfort-Darmstadt-Hanau a pour unique but de permettre aux Alliés de prendre des garanties, en raison de la violation du traité par les Allemands. Si les troupes alliées occupent de nouveaux territoires en Allemagne, ce sera en dehors du bassin de la Ruhr, où opèrent les troupes de la Reichswehr. D'ailleurs, le gouvernement allemand a été prévenu, le 28 mars, par M. Millerand, des garanties que le gouvernement français considérait comme indispensables en cas d'entrée des troupes allemandes dans la Ruhr.

On doit s'attendre, à Berlin, à l'occupation de Francfort qui, selon toute vraisemblance, s'opérera sans incident. Cette opération n'est du reste pas encore commencée et l'on ne sait pas à quelle date elle s'effectuera, bien qu'elle doive être prochaine.

## L'EXÉCUTION DU TRAITE

Paris, 4 avril

Les mesures militaires que le gouvernement français envisage ont pour unique objet de rappeler l'Allemagne au respect des articles 42 et 44 du traité de paix, qui interdisent la présence des troupes allemandes dans une zone de 50 kilomètres à l'est du Rhin. Ce sont donc exclusivement des mesures d'astreinte.

## M. MAIER A M. MILLERAND

Paris, 5 avril

M. Maier, chargé d'affaires d'Allemagne, et le président de la délégation allemande près la Conférence de la paix, ont adressé, dimanche après-midi, une note identique à M. Millerand.

Dans cette note, les représentants allemands s'efforcent d'atténuer l'importance du mouvement entrepris par les troupes allemandes dans la Ruhr, dont ils prétendent que le nombre a été exagéré. Ils assurent également que les mesures de garantie, réclamées par le gouvernement français, ne s'imposent pas, la présence des effectifs supplémentaires de la Reichswehr dans la Ruhr ne devant pas se prolonger.

« L'AFFAIRE EST ENTRE LES MAINS DES MILITAIRES »

Paris, 5 avril

A propos des événements d'Allemagne, le *Petit Journal* fait remarquer que les troupes alliées n'entreront pas dans la Ruhr, où opèrent la Reichswehr, mais qu'elles occuperont les villes dépourvues de garnisons allemandes. Il y a tout lieu de présumer que, dans ces conditions, l'occupation s'effectuera sans incident.

Le *Petit Journal* réclame que les Allemands supportent les frais de l'occupa-

tion nouvelle qui est envisagée. Il fait remarquer que, si la France ajoute cette indemnité supplémentaire à toutes celles que l'Allemagne doit payer, la France risque fort de n'être régie que dans un temps indéterminé.

Le *Matin* cite cette réponse faite par M. M. Millerand, dimanche, aux journalistes qui l'interpellèrent : « L'affaire est désormais entre les mains des militaires. »

A 11 h. du soir, dimanche, un téléphone de Wiesbaden que les troupes du général Degoutte étaient mises sur pied d'alarme, à partir de lundi matin.

## LA PAIX ROUGE

Paris, 4 avril

On mande de Cologne au *Temps* :

L'assemblée générale des comités exécutifs ouvriers, comprenant 113 indépendants, 36 majoritaires, 109 communistes et 2 syndicalistes, avait décidé, vendredi, à l'unanimité, la reconnaissance et l'application immédiate des résolutions prises le 24 mars à Bielefeld et celles arrêtées le 31 mars à Münster, ainsi que l'arrêt de la grève générale. Les chefs de l'armée rouge acceptaient aussi.

Le nouveau pacte comprend 13 obligations pour le gouvernement et 6 pour les révolutionnaires. Les premières comportent l'amnistie, la levée de l'état de siège, l'arrêt de l'avance de la Reichswehr, l'instruction contre le général Watter, le désarmement et la punition des complices de Kapp, les réformes administratives et sociales, la socialisation des mesures contre les mercantis et la collaboration ouvrière aux bureaux militaires.

Les autres conditions comportent l'arrêt de la lutte, la dissociation de l'armée rouge, la libération des prisonniers, la remise des armes à des bureaux spéciaux, la création de comités d'ordre et l'organisation d'une garde républicaine locale.

La *Gazette de Cologne* appelle cela : « la paix rouge ».

L'ordre de grève générale a été révoqué sous condition que tous les mouvements des troupes vers la Ruhr seraient arrêtés immédiatement.

## La crise danoise

## DECLARATION DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement a publié, le 2 avril, la déclaration suivante :

Le Conseil des ministres a décidé, le 31 mars, que les élections au Folketing (Chambre des députés) auront lieu le 22 avril.

Le Folketing sera dissous le 21 avril. A la rentrée du parlement, le 14 avril, après les vacances de Pâques, le gouvernement donnera aux deux Chambres les raisons de la formation du ministère.

Pour ne pas perdre de temps jusqu'au 14 avril, le président du conseil a invité les présidents des différentes commissions des Chambres à les réunir, pour discuter les projets de loi sur lesquels il y a quelque espoir de s'entendre avant les élections.

Le gouvernement fera son possible pour faire adopter, avant la dissolution, les projets sur lesquels un accord s'établira entre les différents partis.

Le ministère n'a pas l'intention de trancher aucune des questions politiques sur lesquelles les partis ne sont pas d'accord. Le ministère rappelle qu'il donnera sa démission aussitôt que le nouveau Folketing se sera réuni.

Le président du conseil a prié le président de l'Association des patrons, vu la situation actuelle, de s'efforcer de terminer les différends entre ouvriers et patrons.

## M. FRIIS FORME LE

## NOUVEAU CABINET

Copenhague, 4 avril

Le roi a provoqué une réunion des chefs de tous les partis du Rigsdag. Cette réunion, qui a commencé samedi soir à 9 heures, s'est terminée dimanche matin à 5 h. 30. Tous les chefs de parti ont décidé qu'il est nécessaire que les élections aient lieu d'après la nouvelle loi électorale, maintenant que tout danger de grève générale est écarté.

Le ministre Liebe, après les suggestions du roi, a exprimé le désir de se retirer. Le roi l'a remercié de sa collaboration et chargera M. Friis, ancien directeur du cabinet du ministre de la justice, de former le nouveau cabinet avec la mission d'engager le Rigsdag à reprendre le plus tôt possible la discussion de la loi électorale. Tous les chefs de parti ont promis leur appui au cabinet.

## DEVANT LE PALAIS ROYAL

Copenhague, 4 avril

Une manifestation s'est produite dimanche après-midi, aux abords du palais royal. Plusieurs milliers de socialistes, dont beaucoup portaient des bannières rouges, ont défilé devant le palais. Les manifestants ont entonné l'*Internationale*. De nombreux cris de « Vive la République ! » ont été poussés. La police n'est pas intervenue. Les manifestants se sont dispersés rapidement.

## La question de Teschen

Le Conseil national tchécoslovaque, organe supérieur d'étude des questions nationales et de défense des intérêts nationaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, a envoyé une délégation composée de personnalités qualifiées par leur situation politique ou sociale pour présenter à M. Huszar, ministre président, à MM. Benes et Svehla, les doléances de la population tchèque du district de Teschen. Ces griefs étaient appuyés de documents photographiques qui authentifient les récents des scènes regrettables qui se sont déroulées dans ce district.

Les représentants du gouvernement ont déclaré à la délégation qu'ils sont résolus à intervenir tant auprès de la commission plébiscitaire interalliée qu'auprès des puissances de l'Entente et du Conseil suprême, pour obtenir que la liberté du plébiscite soit assurée et que l'ordre social soit rétabli dans le pays.

## L'Autriche et le communisme

Vienne, 5 avril

Le chancelier d'Etat de la république d'Autriche, M. Renner, a prononcé à Loben (Styrie), devant une assistance de plusieurs milliers de personnes un discours sur la politique de la classe ouvrière autrichienne.

Exposant quelle profonde agitation s'est emparée actuellement des travailleurs dans le monde entier, il fait remarquer que ce n'est pas en Autriche que réside la décision dans ce domaine, mais en Russie et en Angleterre.

Tant que la « décision mondiale » ne sera pas intervenue, la préoccupation primordiale en Autriche, doit être de maintenir la classe ouvrière à flot et de poursuivre dans le calme l'édification de l'Etat libre, s'imposant peu à peu des idées socialistes. Mais tout sera compromis si les travailleurs se laissent égarer par la propagande communiste.

Le chancelier, fraternellement applaudi, a conclu en mettant la nation autrichienne en garde contre les éléments anarchistes qui vont prêchant la destruction absurde.

## Turquie

## LA SITUATION

Constantinople, 4 avril

Le 1er avril, le Conseil des ministres a délibéré sur les dispositions à prendre dans le but d'assurer la reprise des relations entre les vilayets anatoliens et la capitale.

Pour Andrinople, le commandant de corps d'armée, comprenant la situation difficile, après avoir refusé de recevoir l'ordre du gouvernement par suite de l'occupation de la capitale et après avoir dénoncé l'armistice et proclamé une mobilisation qui échoua pitoyablement, est revenu à un « compréhension plus nette de la situation et a fait acte de soumission. Pour l'Anatolie, l'opposition de la part du gouvernement est plus délicate car, en somme, il n'a jamais rien fait pour empêcher les agissements des nationalistes, et maintenant l'obligation dans laquelle il se trouve de donner un blâme officiel lui crée une situation délicate, sinon dangereuse. Cependant, le gouvernement élabore en ce moment un manifeste qui devra être rendu public, et dans lequel il prouve l'action des forces nationalistes. On dit que ce manifeste paraîtra prochainement.

La presse commente la démission du Grand Rabbin, par suite de divergences de vues entre lui et le gouvernement au sujet de la question intéressant la communauté israélite.

On signale l'arrivée de nombreux réfugiés russes venant de Novorossisk.

## LE NOUVEAU CABINET TURC

Constantinople, 4 avril

Le sultan a chargé Damad Ferid de former le cabinet. La liste ministérielle est prête. Le nouveau cabinet sera un cabinet de concentration nettement opposé au mouvement nationaliste.

Constantinople, 4 avril.

Le rapport de la commission d'enquête américaine en Turquie conclut que la solution du problème oriental est dans l'attribution d'un mandat à une puissance quelconque et que ce mandat devrait s'étendre à Constantinople.

## SYRIE

Washington, 4 avril.

Le rapport de la commission d'enquête américaine en Turquie conclut que la solution du problème oriental est dans l'attribution d'un mandat à une puissance quelconque et que ce mandat devrait s'étendre à Constantinople.

## PROTESTATION CONTRE

## LE CONGRES DE DAMAS

Le *Journal des Débats* reçoit de Tartous le télégramme suivant :

L'adresse que voici est envoyée à la Conférence de la paix : « Sans le consentement des tribus Alamites, l'émir Faïçal s'est fait couronner roi de Syrie. Nous protestons énergiquement contre cette illégalité. Nous redemandons la création d'une Confédération alamite sous le protectorat direct et exclusif de la France. — Le chef de la tribu : Khyatyn Safita Iabaz Abbas. »

(Tartous est une ville de la côte, située à mi-distance de Tripoli de Syrie et de Latakia.)

Le *Journal des Débats* reçoit de Tartous le télégramme suivant :

L'adresse que voici est envoyée à la Conférence de la paix : « Sans le consentement des tribus Alamites, l'émir Faïçal s'est fait couronner roi de Syrie. Nous protestons énergiquement contre cette illégalité. Nous redemandons la création d'une Confédération alamite sous le protectorat direct et exclusif de la France. — Le chef de la tribu : Khyatyn Safita Iabaz Abbas. »

(Tartous est une ville de la côte, située à mi-distance de Tripoli de Syrie et de Latakia.)

Le *Journal des Débats* reçoit de Tartous le télégramme suivant :

L'adresse que voici est envoyée à la Conférence de la paix : « Sans le consentement des tribus Alamites, l'émir Faïçal s'est fait couronner roi de Syrie. Nous protestons énergiquement contre cette illégalité. Nous redemandons la création d'une Confédération alamite sous le protectorat direct et exclusif de la France. — Le chef de la tribu : Khyatyn Safita Iabaz Abbas. »

(Tartous est une ville de la côte, située à mi-distance de Tripoli de Syrie et de Latakia.)

Le *Journal des Débats* reçoit de Tartous le télégramme suivant :

L'adresse que voici est envoyée à la Conférence de la paix : « Sans le consentement des tribus Alamites, l'émir Faïçal s'est fait couronner roi de Syrie. Nous protestons énergiquement contre cette illégalité. Nous redemandons la création d'une Confédération alamite sous le protectorat direct et exclusif de la France. — Le chef de la tribu : Khyatyn Safita Iabaz Abbas. »

(Tartous est une ville de la côte, située à mi-distance de Tripoli de Syrie et de Latakia.)

Le *Journal des Débats* reçoit de Tartous le télégramme suivant :

L'adresse que voici est envoyée à la Conférence de la paix : « Sans le consentement des tribus Alamites, l'émir Faïçal s'est fait couronner roi de Syrie. Nous protestons énergiquement contre cette illégalité. Nous redemandons la création d'une Confédération alamite sous le protectorat direct et exclusif de la France. — Le chef de la tribu : Khyatyn Safita Iabaz Abbas. »

(Tartous est une ville de la côte, située à mi-distance de Tripoli de Syrie et de Latakia.)

Le *Journal des Débats* reçoit de Tartous le télégramme suivant :

L'adresse que voici est envoyée à la Conférence de la paix : « Sans le consentement des tribus Alamites, l'émir Faïçal s'est fait couronner roi de Syrie. Nous protestons énergiquement contre cette illégalité. Nous redemandons la création d'une Confédération alamite sous le protectorat direct et exclusif de la France. — Le chef de la tribu : Khyatyn Safita Iabaz Abbas. »

(Tartous est une ville de la côte, située à mi-distance de Tripoli de Syrie et de Latakia.)

Le *Journal des Débats* reçoit de Tartous le télégramme suivant :

L'adresse que voici est envoyée à la Conférence de la paix : « Sans le consentement des tribus Alamites, l'émir Faïçal s'est fait couronner roi de Syrie. Nous protestons énergiquement contre cette illégalité. Nous redemandons la création d'une Confédération alamite sous le protectorat direct et exclusif de la France. — Le chef de la tribu : Khyatyn Safita Iabaz Abbas. »

(Tartous est une ville de la côte, située à mi-distance de Tripoli de Syrie et de Latakia.)

## La paix avec les Soviets

## REPONSE DE LA POLOGNE

Dans la nuit du 1er au 2 avril, la dépêche suivante a été envoyée au commissaire du peuple des affaires étrangères, M. Tchitcherine :

Le conseil des commissaires du peuple de la République des soviets a adressé au gouvernement polonais une note disant que le gouvernement russe des soviets demande au gouvernement polonais de fixer le lieu et la date des pourparlers tendant à la conclusion de la paix.

Le gouvernement polonais, par radiotélégramme du 27 mars, a désigné ce lieu et maintient cette désignation. De plus, après une étude approfondie de la situation, le gouvernement polonais déclare ne pas pouvoir accepter la proposition d'armistice pour tout le front proposé par le radiotélégramme du 28 mars.

En ce qui concerne la tête de pont de Borisov, conformément au radiotélégramme du 27 mars, l'activité de combat y sera suspendue, non pas seulement pour une période déterminée, mais pour toute la durée des négociations de paix de Borisov.

L'ajournement de la réponse relative au nombre des membres de la Conférence et du personnel russe adjoint peut rendre impossible l'achèvement pour le 10 avril des préparatifs techniques indispensables à Borisov. — Signé : Patek, ministre des affaires étrangères.

Varsovie, 4 avril

Vendredi à eu lieu, entre M. Patek, ministre des affaires étrangères, Skulski, président du conseil, le général Sosnkowski, vice-ministre de la guerre et quelques notabilités politiques, une conférence secrète sur la question des pourparlers de paix avec les soviets. Il semble que des décisions importantes y ont été prises.

L'action militaire polonaise suit favorablement son cours. Un train blindé polonais a détruit un train blindé bolcheviste qui portait ce nom étrange : « Mort à la vermine bourgeoise ».

## REPONSE DE LA LITUANIE

Un radiotélégramme de Moscou nous apprend que le ministre des affaires étrangères de Lituanie a envoyé un télégramme à Tchitcherine pour lui annoncer qu'il était disposé à entamer des pourparlers de paix. Il posait comme principales conditions : la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie et la reconnaissance de ses frontières, englobant les provinces de Vilna, Kovno, Grodno, Souvalski avec Vilna comme capitale.

Tchitcherine a envoyé au gouvernement lituanien son acceptation d'entrer en pourparlers et a proposé aux délégués de se rencontrer à Moscou le 15 avril.

## REPONSE DE LA FINLANDE

Un radiotélégramme de Moscou annonce que le ministre des affaires étrangères de Finlande a accepté d'engager des pourparlers de paix avec la République soviétique russe. Il pose toutefois certaines conditions : la suspension des opérations militaires sur tout le front, l'évacuation de la ville de Penchenga et le retrait des troupes rouges sur les positions qu'elles occupaient avant l'offensive.

Tchitcherine a répondu que la République soviétique russe était disposée à entrer en pourparlers, mais qu'elle ne pouvait souscrire aux dernières des conditions de la Finlande, la Russie n'étant pas un pays vaincu.

UNE PROPOSITION DE

## TCHITCHERINE AU JAPON

Vladivostok, 5 avril

Tchitcherine a envoyé au Japon une note relative à l'attaque japonaise contre l'armée rouge. Il considère que cette attaque est une violation des accords conclus entre les Japonais et le commandant de l'armée rouge et il estime que le meilleur moyen d'éviter le retour de pareils incidents est d'entamer des négociations de paix.

L'odyssée des grands-ducs

On mande de Rome au *Journal des Débats* :

Le vapeur *Sémiramis* a débarqué à Trieste les principaux membres de la famille du feu tsar. C'est la grande-duchesse Marie Pavlovna qui les a recueillis et qui les a embarqués avec elle pour l'Italie.

Les personnalités sauvées sont 57 grands-ducs, princesses et parents des Romanoff.

S'étant retirée à Odessa, la grande-duchesse Marie chercha tous ses parents et les fit venir chez elle. Pour les caresser aux bolchevistes, elle les logea dans un train abandonné, où ils restèrent pendant deux mois.

L'amiral anglais, qui se trouvait à Odessa, intéressa son gouvernement au sort des malheureux ; en effet, le gouvernement anglais envoya un navire. Mais ce navire tardant à arriver, la mission italienne fit embarquer la grande-duchesse et les siens à bord du *Sémiramis*.

N'ayant pas d'argent, la grande-duchesse donna un gage évalué 300,000 fr.

Le voyage dura vingt-neuf jours, de Novorossisk à Trieste. Parmi les personnes ramenées par la grande-duchesse, il y a aussi la danseuse Kvecesinskaja, amante du tsar tsar.

## Les sports

FOOTBALL

## Les tournois de Pâques.

Au Parc des sports de la Pontaise, 2000 à 3000 personnes ont assisté au tournoi de football organisé par le Montriod-Sports. Montriod I a battu Lucerne F.C. par 4 buts à 3. De son côté Zurich a battu Old Boys par 5 buts à 1.

A Montreux, Montreux et Young-Fellows II font match nul 2-2.

A Vallorbe, Genève F.C. (équipe mixte) bat Vallorbe I par 2 à 1.

A Genève, Servette bat le Club Athlétique des sports généraux (C. A. S. G.) de Paris par 1 à 0 et Young-Boys battent Chaux-de-Fonds par 7 à 0.

A Monthey, Monthey bat Bex ; U. S. de Onex bat Amélie I par 2 à 1.

Athlétique I et Lyon Olympique universitaire ont fait match nul 1-1.

A Winterthur, Winterthur bat l'équipe belge de Charleroi par 8 à 0.

A Bellinzzone, Concordia F.C. de Bale, bat Biezzzone par 9 à 1. Chaux-de-Fonds F.C. bat Lugano par 3 à 1.

Plusieurs clubs suisses se sont rendus à l'étranger.

A Evian, Eau-Vives I, de Genève, bat Evian I par 1 à 0.

A Anvers, Cantonal F.C. de Neuchâtel, bat Birschoff I (Belgique) par 4 à 1, et le Normand I de Londres par 6 à 2.

A Strasbourg, Etoile I de La Chaux-de-Fonds bat Strasbourg par 6 à 0.

En Italie, Montreux bat Crémone F.C. par

## CONFÉDÉRATION SUISSE

## L'explosion du consulat américain de Zurich

Zurich, 5 avril

On communique ce qui suit à l'Agence télégraphique suisse au sujet de l'enquête technique concernant l'attentat commis au moyen d'une bombe contre le consulat général américain :

Le rapport présenté par les experts après de longs travaux constate notamment qu'après des recherches magnétiques faites dans les débris il a été retrouvé douze kilogrammes d'éclats de bombe. On peut dire avec une certitude absolue que la supposition faite au début qu'il s'agissait d'un obus d'artillerie ou d'un explosif militaire quelconque est erronée. Il ne s'agit pas d'un engin spécialement fabriqué, mais d'une vieille pièce de métal employée dans l'industrie et en particulier dans le chauffage central et dans les installations d'eau. Après de longues tentatives, on a pu reconstituer l'explosif et reconnaître sa forme primitive. L'engin avait la forme d'un cylindre creux ayant un diamètre extérieur de 16 à 18 centimètres et des parois de 6 à 15 millimètres d'épaisseur. Le fond du cylindre portait un cône avec une ouverture ronde de 38 millimètres de diamètre et deux trous taraudés pour fixer un tube. En outre un tube était fixé au moyen de deux vis sur le côté du cylindre. L'engin devait avoir environ 25 centimètres de hauteur. Il était sans doute formé d'une partie d'un condensateur qui n'était pas neuve, car les pas des ouvertures taraudées étaient fortement rouillées. La charge a, semble-t-il, complètement fait explosion. Si l'on suppose, comme cela est vraisemblable, que la bombe a été fabriquée à Zurich ou dans ses environs, elle a sans doute été chargée au moyen d'un explosif de fabrication suisse.

La puissance des effets de l'explosion montent avec certitude qu'il s'agit de l'emploi d'un explosif brisant, semblable à ceux qu'on emploie dans la construction des tunnels, des châteaux d'eau, des carrières, etc. Il est possible que cet explosif ait été pris dans un chantier. Des signes particuliers permettent de conclure qu'il s'agit d'un explosif semblable à la cheddite.

L'effet de la bombe correspond à celui d'une mine de 12 centimètres employée dans l'artillerie. Le poids de l'engin vide était d'environ 15 kg. La charge devait être de 8 à 5 kilos d'explosif.

Il est rappelé qu'une récompense de 10,000 francs est offerte à celui qui découvrira l'auteur de l'attentat ou qui donnera des renseignements permettant de le découvrir.

## LETTRE DU TESSIN

Bellinzzone, 31 mars

Nous sommes à peine sortis de l'agitation populaire causée par le renouvellement de notre députation au Conseil des Etats. Une autre se prépare déjà, peut-être très vive, pour la révision de la Constitution cantonale. Encouragé par le succès inespéré obtenu aux élections d'octobre dernier du Conseil national, où — grâce à l'appui des organisations des chemins et des employés — il a vu le nombre de ses adhérents ascension momentanément jusqu'à près de 5000, le parti socialiste a décidé de provoquer un mouvement de révision constitutionnelle au moyen de trois demandes d'initiative.

La première de ces demandes tendrait à modifier de fond en comble notre charte constitutionnelle par une Constituante de 75 membres élus dans un seul arrondissement et selon le système proportionnel ; la seconde, à élire les députés au Grand Conseil sur les mêmes bases que la Constituante et la troisième à porter de 5 à 7 le nombre des conseillers d'Etat, qui seraient également élus dans un arrondissement unique et au moyen du vote proportionnel au lieu du vote limité. Ce mouvement fait naturellement l'objet de toutes les discussions publiques et privées. Jusqu'à présent, il n'a été appuyé que par l'extrême-gauche du parti radical et par ses journaux hebdomadaires *L'Avantgarde* de Lugano et *La Vita nuova* de Chiasso ; on ignore encore quel accueil compte lui faire — ou moins officiellement — le parti conservateur-démocratique. Quant aux feuilles du parti libéral-radical, elles se complaisent, pour l'instant, dans l'expectative. Elles font observer, et non sans raison, que l'heure actuelle ne paraît pas favorable pour lancer le pays dans cette nouvelle aventure. Le canton et les communes sont en effet aux prises avec de graves difficultés financières à la suite des désastres bancaires et de la guerre et ont mille peines à couvrir leurs déficits et à faire face aux grosses dépenses causées par l'augmentation des traitements de leurs fonctionnaires et instituteurs. Il y aurait donc bien besoin de la collaboration loyale de tous les partis plutôt que de continuer les agitations. Au surplus, nous sommes peut-être à la veille d'un remaniement de la Constitution fédérale, comme on le sait.

## Le drame à la fosse aux ours

Berne, 5 avril

L'étudiant Mahler, blessé par les ours, dans la fosse, vendredi, a succombé dans la nuit de samedi.



# SPECTACLES-CONCERTS CONFÉRENCES-SOCIÉTÉS

**GRAND THEATRE**  
DIRECTION : PAUL TAPIE  
Tous les soirs, à 8 h. 15  
„KOMM' LA LUNE“  
Revue annuelle en 4 actes et 70 scènes de Paul  
Tapie et Maurice Hayward.  
Location ouv. de 10 à 12 1/2 h. et de 2 à 5 h. 1/2

**Royal Biograph**  
Place Centrale Téléphone 29.39  
Du samedi 3 au jeudi 8 avril 1920.  
Vendredi 2 (Vendredi Saint) et dimanche 4 (Pâques)  
**RELACHE**  
**L'ENGRENAGE**  
Grand drame moderne, série artistique Gaumont,  
avec M. René CRISTE  
**Dix minutes au Music-Hall**  
Nouvelle série d'attractions inédites.  
**OH ! JEUNESSE**  
Charmante comédie sentimentale et humoristique

**L'EXPOSITION**  
d'objets d'art antiques et modernes  
A U  
**LAUSANNE-PALACE**  
est ouvert  
Entrée libre Par l'Hôtel

Du 7 avril au 7 mai  
**Exposition de 100 portraits**  
au pastel par  
**Eugène Burnand**  
**Les Alliés dans la Guerre**  
**des Nations**  
**Galerie Brunner**  
11, rue Royale, Paris  
tous les jours, le dimanche excepté, de  
9 heures à 6 heures.

**Société vaudoise de Crémation**  
**Assemblée générale ordinaire**  
le dimanche 11 avril 1920,  
à 3 heures.  
Salle Jean Muret, Rue Chaucrau, Lausanne.  
**Ordre du jour statutaire.**  
5157 LE COMITÉ.

**Cure de Printemps**  
Voici le Printemps, et tout le monde sait  
qu'à cette époque de l'année, le sang, ce  
grand dispensateur de la santé, a tendance  
à s'échauffer et à amener les plus graves  
désordres dans l'organisme.  
Il est donc indispensable de veiller à la  
bonne circulation du sang qui doit vivre  
tous les organes sans les congestionner.  
L'expérience a suffisamment prouvé que la  
**JOUVENCE de l'abbé SOURY**  
uniquement composée de plantes, dont les  
principes actifs ont été extraits par un pro-  
cédé spécial, est le meilleur régulateur de la  
circulation du sang qui soit connu.  
Tout le monde fait maintenant la Cure  
de Printemps avec la  
**JOUVENCE de l'abbé SOURY**  
qui guérit les Troubles de  
la Circulation du Sang, les  
Maladies de l'Estomac,  
de l'Intestin et des Nerfs,  
les Migraines, les Névral-  
gies, toutes les Maladies  
intérieures de la Femme,  
les Accidents du RETOUR  
d'Age, les Chaleurs, Vapeurs, Etouffe-  
ments, Congestions, etc.  
Une cure de six semaines, c'est bien peu  
de chose, quand on songe aux différents  
maux que l'on évitera grâce à cette sage  
précaution.  
Bien exiger la VÉRITABLE JOUVENCE de l'abbé SOURY  
avec la signature Mag. DUMONTIER  
Notice contenant renseignem. gratis.

**M<sup>me</sup> HENRY COMBE**  
— Officier d'Académie —  
Ancien Professeur du Conservatoire Charpentier,  
de Paris.  
**COURS DE CHANT**  
dames et messieurs  
**LEÇONS PARTICULIÈRES**  
Opéra et concerts classiques, formation d'artistes.  
**Méthode absolument certaine**  
Formation de la voix  
qui peut parler peut chanter.  
Renseignements sur la méthode sont donnés gra-  
tuitement par Mme Combe,  
Le JEUDI, de 1 h. à 4 h., La Grotte, (L'Hiver)  
LAUSANNE. 4811

**AUX DOCKS**  
**S. A.**  
Rue Baldimand  
„Golf“  
se fait en Box calf  
noir et couleurs  
Cuir veng. et  
daim blanc.  
Envois à choix  
**Institution de jeunes gens**  
**ZUBERBUEHLER, AARBURG**  
**ARGOVIE**  
Langues modernes, préparation pour l' commerce  
et les écoles techniques. — Excellentes références et  
prospectives par la direction.

# Union de Banques Suisses

## Emission de Fr. 10,000,000.-- montant nominal actions nouvelles

L'Union de Banques Suisses, Société anonyme ayant siège à Winterthour et à St-Gall, a été constituée le 17 oc-  
tobre 1912, par la fusion de la Banque de Winterthour, fondée en 1862, et de la Banque du Toggenburg, fondée en 1863.  
Le tableau comparatif ci-après permet de se rendre compte du développement de la Banque depuis sa consti-  
tution.

	1912	1916	1918	1919
Capital-actions	Fr. 35,000,000.—	Fr. 38,000,000.—	Fr. 40,000,000.—	Fr. 60,000,000.—
Réserve	10,000,000.—	10,500,000.—	2,400,000.—	15,000,000.—
Caisse de pensions	570,000.—	1,000,000.—	2,715,797.—	4,826,265.—
Bénéfice net (y compris le report de l'année précédente)	2,569,369.—	8,034,841.—	5,508,088.—	7,149,461.—
Mouvement calculé sur un seul côté (en millions)	4,878	8,171	15,104	20,024
Total du bilan	202,364,311.—	278,333,648.—	487,685,897.—	701,048,701.—

Les dividendes suivants ont été distribués :  
1912-13 7 0/0  
1914-16 6 0/0  
1917 7 0/0  
1918 7 1/3 0/0  
1919 8 0/0

En vertu de ses pouvoirs, le Conseil d'administration a décidé de porter le capital-actions de 60 millions à  
70 millions de francs par l'émission de

**20.000 actions nouvelles au porteur de Fr. 500.— valeur nominale, numérotées de 120.001-140.000**  
**ayant droit au dividende à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920.**

Les démarches nécessaires seront faites pour obtenir l'admission des actions à la cote des Bourses de Zurich,  
Bâle, Lausanne et Genève.

L'émission a lieu aux conditions suivantes :

**A. Droit de souscription réservé aux actionnaires de l'Union de Banques Suisses.**

Les actionnaires de l'Union de Banques Suisses ont un droit de souscription préférentiel, en ce sens que *elles*  
*actions anciennes* de Fr. 500.— donnent le droit de souscrire à une action nouvelle de Fr. 500.— au pair.

**B. Souscription libre.**

Les actions nouvelles pour lesquelles le droit de souscription n'aurait pas été exercé sont offertes en souscrip-  
tion publique. Le prix d'émission est fixé à Fr. 530.—.

Si les souscriptions libres dépassent le montant disponible, elles seront soumises à réduction.

Les souscriptions sont reçues jusqu'au 14 avril 1920.

La libération des actions nouvelles devra avoir lieu du 15 avril au 30 juin 1920, auprès de l'établissement qui  
a reçu la souscription. Si la libération intervient après le 15 avril 1920, l'intérêt à 5% dès cette date jusqu'au jour de  
la libération, calculé sur le montant nominal, sera ajouté au prix d'émission.

Si les actions ne peuvent être délivrées au moment de la libération, les souscripteurs recevront des certificats  
provisaires qui seront échangés ultérieurement, sur avis spécial, contre les titres définitifs.

Le droit de timbre fédéral sur les nouvelles actions sera supporté par la banque.

Mars 1920.

Les souscriptions sont reçues sans frais à :

LAUSANNE : à l'Union de Banques Suisses,  
chez MM. Brandenburg & Cie,  
chez MM. Monneron & Guye,

ainsi que chez les autres sièges, succursales et agences de

l'UNION DE BANQUES SUISSES

à Genève, Vevey, Montreux, Fleurier, Courvel, Chaux-de-Fonds, Zurich, Winterthour, St-Gall, Aarau, Baden, Bâle, Flawil,  
Laufenbourg, Lichtensteig, Liestal, Rapperswil, Rorschach, Wäd. Wohlen, Aadorf, Gossau, St-Piden, Ruit.

## Comptoir d'Escompte de Genève

Capital-actions : Fr. 30,000,000.--

Réserve : Fr. 14,200,000.--

**Siège social à Genève**

**Siège à Bâle**

**Succursale à Fribourg**

## DEPOTS A TERME

(1 à 5 ans) **5 1/2 0/0**

## MIDLAND

Ses marchandises sont anglaises et sont soutenues par une  
expérience de fabrication de plus de 60 années qui prouve leur  
bonne qualité.

**PNEUS et CHAMBRES à AIR de BICYCLETTE**

Toutes les tailles et modèles pour toutes les marques de ma-  
chine. Nous avons des stocks importants.

**PNEUS PLEINS**

Pour voitures de commerce de toute sorte. Il n'y a pas de  
meilleurs pneus pleins que ceux de Midland spécialement où les  
routes sont mauvaises.

**Les Pneus de MIDLAND signifient un plus grand nombre de kilomètres.**

Notre garantie : Satisfaire chaque client.

**THE MIDLAND RUBBER Co, Ltd**

Siège social et ateliers : RYLAND STREET, Birmingham, Angleterre

Londres : 36, Causton Street, Westminster W. 1, Angleterre.

**Villa à vendre**  
(Quartier de Pé Fribourg)  
Construction moderne de style, en excellent état  
d'entretien, comprenant quatorze pièces, plus cui-  
sine, office, W. C., salle de bains, cabinet de toi-  
lette, véranda vitrée, buanderie, bûcher, caves.  
Chauffage central. Eau, gaz, électricité.  
Vue splendide et imprenable. Jardin et parc :  
surface totale de la propriété environ un hectare.  
Entrée en jouissance à partir du 25 juillet pro-  
chain. Prix net, Fr. 160,000.— S'adresser à M.  
Brotzli, architecte, 91, boulevard de Pérolles,  
Fribourg.

**Ongles rongés**  
Cette mauvaise habi-  
tude de guérir radicalement  
Ch. Tschopp, pédicu-  
leur, Grand-Pont, à Lau-  
sanne.

LAUSANNE  
**Ecole LEMANIA**  
Préparation rapide,  
approfondie.  
**BACCALAURÉATS**  
*Maturité*

**AU FUSEAU D'OR**  
**GENÈVE**  
— SPÉCIALITÉ DE DENTELLES —  
— ÉCHANTILLONS SUR DEMANDE.

**RASOIR et LAMES**  
**Gillette**

**LES IMITATIONS**  
sont bonnes pour la vente  
mais non pour l'usage

Exiger la Marque

**Gillette**  
sur tous les Rasoirs, Ecrins et Lames

EN VENTE  
chez les Couailleurs  
et dans toutes les bonnes maisons

**Gillette Safety Razor Ltd**  
**GENÈVE : 3, rue Céard**

Bureaux : PARIS, 3, rue Scribe.  
BRUXELLES, 232, rue Royale.

Prix complet en écri avec 12 lames  
(24 tranchants) depuis 25 francs  
Lames : La douzaine, 6 fr.  
La demi-douzaine, 3 fr.

**ATTENTION !** Nous rappelons à MM. les doc-  
teurs et au public qu'il n'y a  
aucun produit équivalent  
ou remplaçant le **Lyso-  
form**, le seul antiseptique et  
désinfectant n'étant ni toxi-  
que ni caustique et d'une  
odeur agréable. Exiger tou-  
jours la marque de fabrique. Toutes pharm. et drog. Gros :  
Soc. Suisse d'Antiseptie, Lysoform, Lausanne.

**CAMIONS**  
Vente aux enchères publiques.

Le samedi 10 avril 1920, à 3 heures après-midi,  
à l'ancienne Usine à Gaz, à Ouchy s/ Lausanne,  
il sera vendu aux enchères 2 camions « Arbenz »,  
4 et 3 tonnes, 80 HP., à l'état de neuf. On traitera,  
cas échéant, de gré à gré, avant la vente.  
Pour visiter s'adresser à J. Duraz, Garage  
Moderne, Avenue d'Ouchy, Lausanne. 4640  
Pour traiter, s'adresser à M. Cavin, Avenue  
du Tribunal Fédéral 3, Lausanne.

**9 yachts des séries internat.**  
**12 canots automobile d'occas.**  
**sont à vendre**  
**Aux Chantiers Navals du Léman**  
Corsier (Genève) Téléphone 121.21

**A vendre**

belle propriété située  
en Saubazelin, aux abords  
immédiats de Lausanne,  
compréhant villa de maî-  
tres de 14 pièces, chalet-  
garage avec appartement  
de concierge, grand jar-  
din d'agrément. Con-  
stance 23 ares. Construc-  
tion récente. Confort mo-  
derne. S'adresser Union  
vaudoise du Crédit, rue  
Pénin, 2, à Lausanne

**Cecil-Restaurant**

Entrée. Aven. Ruchonnet

Dîner à la carte

et à prix fixe

Couverture dès samedi

8 avril 1920 5135

**A VENDRE**

à l'onest et très près de  
Lausanne, à 20 minutes  
de 3 trams, av. très belle  
vue imprenable. Belle  
propriété d'agrément  
et de rapport, maison de  
maîtres de 15 pièces, cui-  
sine et offices, 3 cham-  
bres de domestiques, 2  
grandes vérandas 10 m.  
de long. Eau de source et  
eau de la ville au 2e é-  
tage. Électricité. 30 hec-  
tares de terrain en un seul  
mas, dont 2 de bois alle-  
nant à la maison. Prés,  
champs, ferme et dépen-  
dances.  
S'adr. P. de Rham, gé-  
rant, Galeries du Com-  
merce, Lausanne. 3590

**Exceptionnel**

A vendre, dans petite  
ville du canton, bel im-  
meuble commercial et  
d'agrément, construction  
récente, 9 oh., magasin,  
laborat., bain, chauffage,  
électr., eau, etc. Conveni-  
ent, spécialement pour  
pharmacie ou tout autre  
commerce. Gare à 10 mi-  
nutes, arrêt autobus. Prix  
Fr. 48,000.— 5128

S'adresser à A. Meyer,  
Mer. succ. de A. Peyrol-  
laz, Pont de Chailly.

**APPARTEMENT**

de 6 à 7 pièces

Confort moderne. Ecrire  
s. M 1752 L, Publicitas  
S. A., Lausanne. 4922

**A vendre ou à louer**

à Villard s/Chamby.

**chalet meublé**

14 pièces, 3 cuisines et dé-  
pend. S'adresser Case pos-  
tale 224, Montreux. 3270

**La Caisse d'Epargne**

**et de Prévoyance**

**DE LAUSANNE**

Fondée en 1817 14, Place St-François Fondée en 1817

Intérêt 4 3/4 0/0

dès le 30 juin 1920

Chèque postal N° 11-442

La comptabilité est contrôlée par la « Fiduci-  
cia S. A. » à Genève. 64

**Université de Lausanne**

Le programme des cours du semestre d'été 1920  
sera envoyé à toute personne qui en fera la de-  
mande au secrétariat.

Le semestre d'été s'ouvre le 15 avril.

Le recteur : Maurice LUGNON.

**VILLA A VENDRE** - Vitell - Voges - France.  
75,000 francs français, 19 pièces, 4 cabinets toilette,  
électricité dans toutes les pièces, grandes caves,  
lavor, jardin, sit. unique d. parc établis. thermal.  
S'adr. M. Pageot, 38, r. d'Antibes, Cannes (France).

**OCCASION**

**camion „Benz“**

1 voiture de 5 tonnes, comme neuve Fr. 12,500.—  
1 voiture de 3 tonnes, neuve 15,500.—  
1 voiture de 5 tonnes, neuve 18,750.—  
(Fr. 2000.— de plus par voiture pour garniture  
caoutchouc complète.)

**Disponibles de suite**

Adressez demandes sous chiffres S 2333 Q. Pu-  
blicitas S. A., Bâle. 5177

**Nous offrons**

**sans engagement**

1. 240 estagnons huile d'olive extra pure, d'une  
contenance de 11 litres chacun, fournis par la  
maison F. P. Provence, à Aix-Provence, à Fr. 120  
l'estagnon (argent français). Marchandise ac-  
tuellement en Suisse, livrable de suite.

2. 2000 tonnes de bois de chauffage (8500 stères en-  
viron) quartelée et gros rondin, essence  
charme, hêtre et chêne, surtout charme, ren-  
dus franco gare expéditrice à bonnes condi-  
tions.

3. 100 bandages pour camions automobiles (mar-  
ques Berthoud, Dunlop, Hutchinson) de tou-  
tes dimensions.

4. 78 machines à coudre « Singer » neuves avec  
cannes centrales, dernier modèle, deux et  
trois tiroirs, à conditions très avantageuses.

5. 50 bicyclettes « Brennabor » pour hommes et  
50 « Goricke » pour dames avec pneus et outi-  
lages, à prix défiant toute concurrence.

Pour tous renseignements et offres s'adresser à la

**Maison J. von GUNTEN & Fils**

Exportation — Importation

Commission

**PORRENTROY**

**Station climatique du Plateau de Bréglie-  
Besançon-Fonclaire.**

A vendre ou à louer propriété de 5000 m<sup>2</sup>, servant  
de restaurant-jardin-parc-maison, à 50 m. du ter-  
minis de Fonclaire. Bénéfice 10% net. Chiffre im-  
portant. S'adresser au directeur du Fonclaire.

**Caisse Hypothécaire du**  
**Canton de Genève**

Instituée par la Constitution de 1847

EMISSION de

Certificats de dépôts

Coupons semestriels

(Titres nominatifs ou au porteur)

**6%**

Terme 10 ans, avec faculté pour la caisse de  
rembourser, à partir de la 6<sup>e</sup> année, par voie  
de tirage au sort. 3949

**Livrets**

**d'épargne 4 1/2%**

Bureaux : Place du Molard, 2

**GARDE GRATUITE DES TITRES**

**A la montagne**

**Foyer pour**

**jeunes garçons**

Principes des écoles nou-  
velles. — M. et Mme Gas-  
ton Clerc, Arveyres sur  
Sax (Altitude 1240 m. 4913

Famille suisse peu nom-  
breuse demandée, de suite  
ou époque à convenir.

**ON demande un garçon** libéré des éco-  
les, aux travaux agricoles, bonne occasion d'apprendre  
la langue allemande. Vie de famille. Salaires selon  
capacités. Offres à M. Paul Wüthrich, agriculteur,  
Ramel près Lyssach (canton de Berne). 5143

**ON DEMANDE une**

**jeune fille**

de bonne famille, pour aider dans le ménage. Oc-  
casion d'apprendre la cuisine. Vie de famille. Bon  
gagé. Mme Spitzlin, Hegenheimerstr. 211, Bâle.

**Géomètre**

Situation d'avenir vacante pour géomètre pa-  
tenté, expert topographe, bon montagnard. Entrée  
immédiate. Ecrire sous E 2294 L, Publicitas S. A.,  
Lausanne. 5164

**Bonne d'enfants**

très recommandée, ayant grande habitude des en-  
fants, est demandée pour garçons de 6 et 8 ans  
Salaires de 75 à 90 fr. Ecrire sous F 2533 X, Publi-  
citas S. A., Genève. 5174

**ON CHERCHE**

**Jeune technicien-mécanicien**

capable. Offres avec indication de la date d'entrée  
et des connaissances de langues, sous P 3125 Y,  
Publicitas S. A., Berne.

L. S. A. des Ateliers Piccard, Picot & Cie, à Ge-  
nève engagerait de suite un bon

**constructeur**

très au courant de la branche automobile. Adres-  
ser offres avec curriculum vitae ou se présenter à  
la S. A. des Ateliers Piccard, Picot & Cie  
109, route de Lyon, Genève.

On demande dans une famille d'instituteur ou  
sholique de la Suisse orientale

**une jeune fille**

Intelligente, de 15-18 ans, désirant apprendre tou-  
s les travaux du ménage, ainsi que la langue alle-  
mande. Bonne nourriture et vie de famille. Entrée  
de suite. Gage selon entente. S'adresser à M. Ober-  
holzer, instituteur, à Bazenheid (St-Gall). 5168

La Nouvelle Société anonyme des Automobiles  
Martini engagerait de suite

**1 ferblantier**

**1 contrôleur**

sachant si possible les pièces automobiles. Offres  
détaillées à l'usine à St-Blaise.

**DEMANDES DE PLACES**

**A PLACER**

jeune froebellienne dans famille suisse. S'adr. à  
Mme Jaunin, Jumeles 1b, Lausanne. 5188

Jeune personne sérieuse, ayant l'habitude des en-  
fants, parl. franç. et allem., sach. bien conduire, ch.  
place dans famille étrangère de préf. voyagant.  
5187 Mlle Dupuis, avenue de la Harpe 81, Ouchy.

**Junge Tochter**

Hiebensw., sucht Stelle zu kl. Kinde auf 15. April  
od. 1. Mai, würde event. im Haushalt mithelfen.  
Erlerung der Sprache erwünscht. Gefl. Off. unter  
Mc 5120 Y, an Publicitas A. G., Berne. 5187

**Chauffeur**

de toute confiance, bon conducteur, anciennement  
cocher et écuier, cherche place. — Références de  
1<



## LES DERNIERES NOUVELLES DE LA NUIT

## Les faits du jour

M. Maier a remis à M. Millerand une note dans laquelle il s'efforce d'expliquer les raisons pour lesquelles son gouvernement a autorisé (en violation flagrante des art. 42 et 44 du traité de Versailles, prévoyant que la présence des troupes allemandes dans une zone de 50 km. à l'est du Rhin est interdite) l'entrée en zone démilitarisée d'importants détachements de troupes.

On se souvient que, jeudi dernier, le chargé d'affaires d'Allemagne à Paris était venu présenter au président du conseil les excuses de son gouvernement, à l'occasion de l'entrée non autorisée de troupes de Reichswehr dans la Ruhr. Le chargé d'affaires avait assuré qu'il s'agissait d'une regrettable méprise et qu'ordure avait été donné aux troupes gouvernementales de se retirer.

M. Millerand avait nui les agences de cette démarche. On considéra cette entorse au traité comme un incident. Samedi, les deux délégués allemands à Paris insistèrent de nouveau pour qu'on autorisât l'entrée de la Reichswehr en Ruhr, et avouèrent que de nouvelles troupes avaient avancé; il n'était plus question d'une méprise, mais bien d'une manœuvre, habilement menée, pour placer la France devant le fait accompli.

Mais M. Millerand répondit aux hypocrisies allemandes que la France n'enviagerait point qu'il fût nécessaire d'intervenir dans la Ruhr. Et, de fait, à suivre les événements de ces jours derniers, il semble bien que les troubles de la Ruhr sont dus, en grande partie, à l'immixtion intempestive des troupes. Autoriser l'entrée d'un détachement plus considérable ne pouvait qu'envenimer les choses. D'ailleurs, les art. 42 et 44 du traité sont catégoriques.

M. Millerand s'est entretenu avec le maréchal Poch. Le général Degoutte qui commande les troupes françaises sur le Rhin, a reçu des ordres précis. Tout dépend maintenant de l'attitude des Alliés à l'égard de la France.

On ne connaît pas encore les intentions du gouvernement de Paris, mais l'occupation de la zone Francfort-Darmstadt-Hanau paraît plus que probable.

## France

## LE PREMIER VOYAGE OFFICIEL DE M. DESCHANEL

Nice, 5 avril. Le président de la République est arrivé à Nice à 9 h. 15 pour assister à la 42me fête fédérale des sociétés de gymnastique.

Le président a été salué par le prince d'Udine et les chefs des escadrons français et italiens. Le prince d'Udine a remis au président de la République, au nom du roi d'Italie, le collier de l'Annunziata. Le roi d'Italie a adressé à M. Deschanel un télégramme à l'occasion de son premier voyage à proximité de la frontière italienne. M. Deschanel a répondu et a remercié pour l'ordre suprême de l'Annunziata qui lui a été remis par le prince d'Udine.

Après la réception et le déjeuner, à la préfecture, M. Deschanel s'est rendu à l'hippodrome, où il a assisté aux exercices. Il s'est ensuite rendu à Villefranche. Il a été reçu à bord du cuirassé italien *Andrea Doria* par le prince d'Udine, à qui il a remis le grand-cordon de la Légion d'honneur. Il a également visité le cuirassé français *Courbet* avant de regagner Nice.

## GRAVE ACCIDENT D'AVIATION

Nice, 5 avril. L'hydravion *Goeland* a capoté lundi matin. Les deux passagers, M. et Mme Cartier-Bresson, et l'aviateur Verneuil ont été tués. Une enquête est ouverte pour déterminer les causes de l'accident.

## L'occupation de la Ruhr

M. MILLERAND REÇOIT LE CHARGÉ D'AFFAIRES BRITANNIQUE

Paris, 5 avril. M. Millerand a reçu lundi matin sir George Graham, chargé d'affaires de Grande-Bretagne.

L'OPINION DE LA PRESSE FRANÇAISE

Paris, 5 avril. Les journaux commentent l'attitude du gouvernement du Reich dans la question de la Ruhr. Le *Petit Parisien* la considère comme injustifiable, « car l'intervention militaire a été décidée et l'offensive a été déclenchée, précisément au moment où les ouvriers commencent à exécuter la convention conclue ». Il déclare que l'intervention entreprise dans ces conditions justifie toutes les défiances et toutes les précautions.

Le *Petit Journal* fait observer que trop de faits, ces derniers jours, ont prouvé la duplicité du gouvernement de Berlin, sa préméditation dans la question de la Ruhr. « Ces exemples, ajoute-t-il, doivent suffire et ne pas encourager les Alliés à accepter une nouvelle violation du traité plus grave encore que les précédentes. Aussi l'occupation de « gages » spéciaux s'impose-t-elle pour en limiter tout au moins les effets et la durée ».

Le *Journal* fait remarquer que la convention de garantie anglo-américaine se réfère aux articles 43 et 44 du traité pour promettre à la France du secours au cas où la zone neutre déterminée par ces articles ne suffirait pas à la couvrir contre une agression non provoquée. « Laisser enfreindre la garantie initiale serait nous priver de la garantie dérivée. L'intervention est donc, outre un devoir envers nous-mêmes, un devoir envers nos alliés ».

L'Humanité proteste véhémentement contre l'attitude du cabinet allemand. Elle déclare que l'entrée brutale des troupes de Reich dans la Ruhr est un nouveau crime des socialistes majoritaires allemands, complices du militarisme, lequel donne au prestige qui pourrait leur manquer encore.

LA BELGIQUE SE DÉCLARE SOLIDAIRE DE LA FRANCE

On mande de Bruxelles à l'Action française.

Les événements de la Ruhr sont suivis avec attention dans les milieux diplomatiques.

ques et militaires belges. L'infiltration, plus ou moins hypocrite d'éléments de la Reichswehr dans la zone neutre est considérée à l'état-major général de la même façon qu'à Paris. L'attitude politique du gouvernement comme l'action militaire éventuelle sera la même sur les questions du Rhin. Si la violation du traité par l'Allemagne imposait à la France la nécessité d'intervenir, les poilus belges marcheraient coude à coude avec les poilus français.

Le premier sous-chef de l'état-major général qui connaît admirablement la situation en Rhénanie avoue la difficulté d'y voir clair dans une série de mouvements d'apparence contradictoires, exécutés par des groupements qui confondent des bolchevistes russes et des officiers de l'ancienne armée encadrant des éléments séparatistes. L'attention la plus éveillée est nécessaire. La collaboration des deux armées belge et française dans la zone d'occupation a toujours été très étroite. Le général Degoutte jouit du plus grand prestige à l'état-major belge qui l'a admiré à l'œuvre dans la campagne des Flandres. Pour l'action militaire, si elle est nécessaire, la fraternité d'armes s'affirmera une fois de plus avec éclat.

## L'occupation de Francfort

Paris, 5 avril. Les troupes françaises occupent Francfort mardi matin à la première heure.

Certaines unités ont déjà commencé leur marche en avant.

## Dans la Sarre

Sarrebruck, 5 avril. (Wolf.) — Selon la *Saarzeitung*, l'énervement dans le bassin de la Sarre est à son plus haut point, par suite du mécontentement qu'ont provoqué, dans la classe ouvrière et dans la classe bourgeoise, les mesures des autorités françaises. Le journal invite la population au calme et à la tranquillité, étant donné le sérieux de la situation.

## Grande-Bretagne

LA GREVE DES TRAMWAYS

Londres, 5 avril. Le *Daily Telegraph* annonce que, mécontents des conditions de l'accord intervenu la semaine dernière, le personnel des tramways de Manchester, Cardiff, Swansea, Oldham et Huddersfield s'est mis en grève.

## Les troubles d'Irlande

Dublin, 5 avril. La nuit du 4 au 5 avril était l'anniversaire des soulèvements de 1916 en Irlande. Des incidents, que l'on croit dus à la malveillance, ont éclaté dans de nombreux bureaux du gouvernement à Dublin, Cork et Belfast. Des quantités de documents ont été détruits. On avait commencé par isoler Belfast, en coupant les communications télégraphiques entre l'Irlande et la Grande-Bretagne.

SIR AMAR GREENWOOD EST PARTISAN DE L'AUTONOMIE

Londres, 5 avril. Sir Amar Greenwood, le nouveau secrétaire d'Etat pour l'Irlande, questionné sur ses intentions en ce qui concerne le futur gouvernement, a répondu :

« Je sais, tous le savez, Canadien, d'autant plus partisan de l'autonomie que je suis né dans un pays autonome, et ma nomination prouve le sincère désir du gouvernement de régler, une fois pour toutes, le problème irlandais sur les bases de l'autonomie ».

## Allemagne

## DANS LA RUHR

Essen, 5 avril. (Wolf.) Les troupes rouges en retraite sèment la terreur dans les environs d'Essen. Les employés ne sont pas en situation de pouvoir effectuer dans les mines les travaux urgents. L'office du travail d'Essen et les caisses publiques ont été attaqués, toutefois les dernières ont pu résister aux assauts. Des magasins de chaussures ont été dévalisés. A Mulheim, 500,000 marks ont été extorqués à la ville, soi-disant pour solder des troupes de la Reichswehr. A Wiese, une grande quantité de dynamite a été dérobée.

Mayence, 5 avril. (Havas.) Dans l'ensemble, l'ordre de bataille, le 4 avril à midi, ne présentait aucune modification notable. Il y a peu de pertes dans la Reichswehr. Son mode de combat consiste surtout en un feu violent de mitrailleuses, appuyé par des pièces d'artillerie poussées jusqu'à la ligne de tranchées. Elle emploie également des tanks dès qu'elle rencontre une vive résistance.

Les pertes chez les rouges sont importantes, d'autant plus que la Reichswehr ne fait pas de prisonniers.

## EN WESTPHALIE

Berlin, 5 avril. (Wolf.) Des nouvelles annoncent que la remise des armes s'effectue à Bochum, Neuenburg, Hellingenhaus et dans d'autres localités de la région. Dortmund continue à s'y refuser. On suppose vraisemblablement que le chef communiste Malinberg n'a plus aucune autorité sur les masses.

Samedi matin, les troupes ont reçu l'ordre d'avancer. L'aile gauche se trouve, à l'est, à Larnac et, à l'ouest, près de Duisburg. A Recklinghausen, la troupe a été reçue avec enthousiasme. Dimanche, la Reichswehr a fait une perquisition dans la ville pour découvrir les armes. Sur les 62,000 habitants de cette localité, 200 seulement s'étaient ralliés aux bandes rouges.

Oberhausen, 5 avril. (Wolf.) La ville a été occupée par la Reichswehr. Le Conseil exécutif s'est enfui. A Larnac, les rouges se sont retirés de l'autre côté du canal du Rhin à Herne. La pénurie de denrées alimentaires se fait sentir partout. La semaine dernière il a été distribué aux habitants 2 livres de pain et 4 livres de pommes de terre. Les arrivages de lait sont très faibles.

ENTRE L'ARMÉE ROUGE ET LA REICHSWEHR

Düsseldorf, 5 avril. (Wolf.) Les troupes de la Reichswehr sont entrées à Duisburg. La garde de sûreté de Düsseldorf maintient les troupes en dehors de la ville.

## BULLETIN TELEPHONIQUE DE PARIS

## Service spécial de la "Gazette de Lausanne"

## LES EVENEMENTS D'ALLEMAGNE

Ainsi que vous le savez, le chargé d'affaires allemand à Paris et le président de la délégation de paix allemande ont remis hier une note identique à M. Millerand, chef du gouvernement français et président de la Conférence de la paix. Contrairement à ce qu'ont publié certains journaux de ce matin, cette communication ne fait aucune allusion à un délai de 7 jours, à l'expiration duquel le gouvernement allemand retirerait ses troupes de la zone neutralisée de la Ruhr; elle s'efforce seulement de démontrer que les effectifs gouvernementaux qui opèrent actuellement dans cette zone, ne sont pas supérieurs à ceux qui ont été autorisés et que leur total ne s'élève qu'à 19,000 hommes. (Le *Journal des Débats* déclare que ce chiffre ne concorde pas avec les informations que possèdent les autorités militaires françaises). La note a manifestement pour objet de démontrer que l'action entreprise par le gouvernement allemand ne revêt que les proportions d'une simple opération de police.

Les journaux font toutefois remarquer qu'elle demeure muette sur la concentration de masses aux abords de la zone neutralisée, que les renseignements recueillis par l'état-major français permettent de considérer comme certains, et qui constitue à la fois le véritable péril et la véritable infraction au traité de Versailles.

En raison des fêtes de Pâques, la réponse des gouvernements alliés aux communications de M. Millerand n'est pas encore parvenue à Paris. Suivant l'*Intransigeant*, dans les milieux italiens de Paris, on croit généralement que le gouvernement italien se désintéressera de l'occupation des cinq villes par les troupes françaises.

En ce qui concerne les mesures militaires envisagées du côté français, le *Temps* écrit qu'elles sont de nature à rétablir l'égalité stratégique qu'aurait constituée l'avance militaire allemande.

## LES AVEUX DE NOSKE

On écrit à l'*Echo de Paris* : L'ancien ministre de la Reichswehr, Noske, qui publie dans la *Vorwaerts* une série d'articles pour justifier sa politique, écrit aujourd'hui que la réussite momentanée du coup d'Etat doit être attribuée au manque de décision des chefs.

Noske écrit, entre autres choses : « Les mesures de sûreté avaient été prises, mais seulement pour l'intérieur de la ville. Le soir du 12 mars, le général von Oven, le général von Oldershausen, le général von Seekt, l'amiral von Trotha et d'autres étaient réunis dans mon cabinet. Je les ai priés de se rendre avec moi auprès des troupes de Döberlitz et de tirer sur les rebelles devant la ville; mais seuls le général Reinhardt et mon chef d'état-major Gillsa se déclarèrent disposés à la lutte. Les vrais chefs de la Reichswehr refusèrent de me suivre. Aujourd'hui encore, je suis convaincu qu'une douzaine de mitrailleuses le coup d'Etat se serait effondré ».

## La crise danoise

## LE MINISTRE ET LA GREVE GENERALE

Copenhague, 5 avril. La situation s'est aggravée. Le ministre a déclaré qu'il conquerrait les deux chambres du Rigsdag, si les socialistes ajournaient la grève générale après les élections. Le gouvernement ne céderait pas devant un vote de méfiance de la population.

Copenhague, 5 avril. Les pourparlers peuvent être considérés comme ayant échoué. La grève générale aura donc lieu telle qu'elle a été prévue. Les chemins de fer, téléphones et télégraphes ont cessé le travail la nuit dernière. Samedi matin, seuls le *Politiken*, le *Socialdemokrat* et le journal syndicaliste *Solidaritet* ont paru. Les journaux bourgeois ont l'intention de faire paraître un journal commun pendant la durée de la grève.

## Autriche

## UNE INTERVIEW DU CHANCELIER RENNEN

Vienne, 4 avril. (B.C.V.) — Dans un entretien avec le représentant de la *Correspondance politique*, le chancelier Renner a déclaré : « Je suis persuadé que si nous recevions maintenant une quantité de charbon équivalente à celle que nous requérons en 1917, la situation se rétablirait rapidement ».

Au sujet de la coalition gouvernementale des socialistes-démocrates et des chrétiens sociaux, le chancelier Renner souligne l'efficacité de cette coalition à l'intérieur du pays. Grâce à elle, aucun trouble sérieux ne se produisit.

Au sujet de l'Allemagne du Sud, le chancelier estime qu'une fédération des Etats du sud, qui seraient, de ce fait, dans l'obligation de se suffire à eux-mêmes économiquement, serait en contradiction formelle avec le passé historique de l'Allemagne. Le projet d'une Confédération danubienne peut être déterminé théoriquement mais rencontrera dans son application des obstacles considérables.

## LES INCIDENTS DE NEUNKIRCHEN

Vienne, 4 avril. (B.C.V.) — D'après la *Neue Freie Presse* le ministre suisse, M. Bourcart, a envoyé une note au ministère des affaires étrangères, au sujet des incidents de Neunkirchen, dans laquelle il demande que la procédure criminelle soit employée contre les coupables. S'il n'est pas donné suite à cette demande, la Suisse se réserve le droit de faire le nécessaire à ce sujet.

## Le trône de Syrie

On mande du Caire à l'*Echange Telegraphique* que la France aurait l'intention de nommer un roi au trône de Syrie.

en direction de Cologne et du secteur belge, si les forces françaises restaient l'arme au pied, et que l'on en apprendrait dans peu d'heures le déclenchement précis.

## UN SCANDALE A BELGRADE

Le correspondant du *Temps* à Belgrade mande que les journaux de la capitale, notamment l'*Epoca*, la *Politika* et la *Demokratia*, rendent compte, qu'avant de se séparer, la Chambre, représentée par le comité central du Parlement, a adopté une résolution mettant en accusation plusieurs hommes politiques ayant occupé de hautes fonctions dans l'ancien royaume. Ces personnalités sont accusées de ne pas avoir justifié les dons recueillis à l'étranger dans des buts de bienfaisance. Le comité a demandé que la Cour des comptes mette leurs biens sous séquestre.

## L'EPILOGUE DES GREVES DU NORD

L'*Intransigeant* apprend de Lille que des poursuites vont être exercées contre les révolutionnaires de Roubaix-Tourcoing qui, lors des récentes grèves, arrêtaient sur les routes et malmenaient des automobilistes et qui traduisaient devant des pseudo-tribunaux des employés — hommes et femmes — qui persistaient à vouloir travailler.

## LES SOUVERAINS BELGES A FONTAINEBLEAU

La reine des Belges, la princesse Marie-José et le prince héritier passent leurs vacances pasciales à Fontainebleau dans le plus strict incognito; ils occupent une villa à proximité de la forêt. Le roi, à peine arrivé, s'apprête à repartir.

## M. WINSTON CHURCHILL EN FRANCE

L'*Intransigeant* apprend de Bordeaux que M. Winston Churchill, ministre de la guerre de Grande-Bretagne, le général Rawlinson et plusieurs autres personnalités britanniques sont actuellement en villégiature dans les Landes.

## Etats-Unis

## LA CANDIDATURE WILSON

On écrit de Washington à l'*Echo de Paris* : Il paraît à peu près prouvé aujourd'hui que M. Wilson ne sera pas candidat pour la prochaine élection à la présidence des Etats-Unis. Dans l'Etat de Georgie, ses partisans, après avoir soumis sa candidature aux assemblées primaires, l'ont retirée à la suite d'un message qu'ils ont reçu de la Maison-Blanche. On considère le fait comme décisif.

Simultanément, les chefs du parti démocrate déclarent que M. Wilson participera activement à la campagne présidentielle et qu'il pèsera de tout son poids en faveur du candidat qui se prononcera pour le traité.

## Les Etats-Unis et l'Arménie

Paris, 5 avril. On sait que le rapport du général américain Harbord sur l'Arménie ne présente aucune conclusion ferme sur le point de savoir si l'Amérique doit accepter ou refuser un mandat sur ce pays. Le général se contente d'énumérer les raisons qui militent pour et contre l'acceptation du mandat.

Voici, selon le correspondant de l'*Echo de Paris* à Washington, les raisons qu'expose le rapport, pour conseiller l'acceptation du mandat : 1. Servir la paix du monde et la cause humanitaire. Chacun des autres puissances, si elles ne peuvent obtenir le mandat, préféreront que ce soit l'Amérique qui s'en charge.

2. Eviter les compétitions entre puissances en Turquie.

3. Les bénéfices obtenus au bout d'une certaine période par la puissance mandataire, dépasseront largement les dépenses.

Voici les raisons fournies contre l'acceptation du mandat :

1. Les graves problèmes intérieurs de l'Amérique et le respect de la doctrine de Monroe.

2. Les Etats-Unis ne sont jamais intervenus dans la question d'Orient.

3. L'Angleterre est la puissance la mieux qualifiée pour obtenir le mandat sur l'Arménie.

4. L'Amérique ne peut avoir une politique étrangère continue du fait de son renouvellement du congrès.

5. Les bénéfices résultant de l'acceptation du mandat seraient en premier lieu inadéquates aux dépenses.

## Les Etats-Unis et le différend

## entre la Bolivie et le Pérou

Santiago de Chili, 5 avril. L'échange de notes entre le ministre des affaires étrangères et l'ambassadeur américain à Santiago établit qu'aucun moment les Etats-Unis n'ont prétendu intervenir, et se sont bornés à donner des conseils de conciliation dans le différend qui s'était élevé entre la Bolivie et le Pérou. La note du ministre des affaires étrangères dit que le Chili n'a pas accepté et n'acceptera jamais l'intervention des puissances étrangères dans la question de Tacna et d'Arica.

## La guerre en Russie

## LES BOLCHEVIKS DANS LA CAUCASIE

D'après la *Chicago Tribune*, on télégraphie de Constantinople que les bolcheviques ont occupé Vladicaucase et le port de Petrosk qui commande la région.

En réalité, le Caucase tout entier est dans leurs mains.

## Les soldats de d'Annunzio

refusent d'obéir

On télégraphie de Rome à l'*Information* : L'agence Volta annonce que d'Annunzio projetait ces jours derniers une expédition; il voulait occuper avec ses troupes la voie ferrée San-Pietro-Monte-Maggiore, mais le

coup de soldats refusèrent d'y participer et partirent pour Trieste.

La situation à l'Empire chaque jour au point de vue économique et financier. Le commandement a dû réquisitionner, à la caisse d'épargne, un million et demi de couronnes pour payer la solde des troupes. Les incidents se multiplient parmi les « légionnaires », entre monarchistes et républicains.

Le commandant des forces régulières italiennes opère une concentration d'infanterie à Abbazia pour être prêt à toute éventualité.

## CANTON DE VAUD

## Le château de Prangins

On écrit de Prangins à la *Tribune de Genève* :

Le château historique de Prangins vient d'être vendu à M. le comte Horace de Pourtales-Marcet, habitant Genève. Comme vous le savez, ce manoir fut habité par Emile de Nassau, princesse de Portugal, fille de Guillaume le Taciturne et d'Anne de Saxe, née en 1569, qui épousa à La Haye, le 7 novembre 1597, D. Emmanuel de Portugal, 1568-1638. Elle mourut à Genève en 1629 et une chapelle de St-Pierre, dite de Portugal, porte encore son nom. De cette union naquit la princesse Maria Belgia de Portugal qui épousa le colonel Jean-Théodore de Croit. La ville de Vevey fut marraine de leur fille aînée Emilie-Catherine le 30 octobre 1630. Ce magnifique château appartenait depuis nombre d'années à la Mission des Frères Maristes, qui a son siège à Ermitage, et nombreux sont les jeunes gens qui se sont perfectionnés dans les classes de ce pensionnat. M. de Pourtales-Marcet et sa famille vont en prendre possession sous peu et la population entière leur réserve bon accueil.

## CHRONIQUE LOCALE

## Distinction

\* Nous apprenons que le roi George V d'Angleterre vient de nommer officier de l'Ordre de l'Empire britannique M. Alfred Galland, depuis 32 ans consul britannique pour les cantons de Vaud et de Valais à Lausanne, et doyen du corps consulaire de cette ville.

Nous prions M. Galland de recevoir nos sincères félicitations pour cette distinction méritée et qui réjouira les nombreuses personnes à qui il a eu l'occasion d'être utile pendant sa longue carrière consulaire.

## CHRONIQUE SPORTIVE

Genève, 5 avril. FOOTBALL Les Young-Boys Berne ont battu en match final Servette par 3 à 2.

Club athlétique des sports généraux de Paris se place troisième, en battant Chaux-de-Fonds par 3 à 1.

## LES LIVRES

Maurice VERSTRAETE. *Mes cahiers russes*. L'ancien régime. — Le gouvernement provisoire. — Le pouvoir des Soviets. 1 volume in-8° de 364 pages. — Paris, Editions Georges Orés et Cie.

Consul à Moscou, attaché commercial en Russie, secrétaire d'ambassade, puis directeur d'une grande banque russe, ayant vécu en Russie la plus grande partie de sa vie, M. Maurice Verstraete l'auteur de ce livre était particulièrement qualifié pour l'écrire.

Il indique la faiblesse du tsarisme, signale l'impuissance du gouvernement provisoire et constate la puissance d'action effective des bolcheviks. M. Verstraete ne croit pas d'ailleurs au triomphe du bolchevisme. Il pense que l'échec de ses expéditions dans le domaine économique causera sa perte.

Edgar-Ewing BRANDON, docteur de l'Université de Paris, doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences de l'Université Miami. *Petite histoire des Etats-Unis d'Amérique*. (Oxford, Ohio, U. S. A.). Un volume in-16, broché. Librairie Hachette.

C'est toute l'histoire des Etats-Unis depuis l'établissement de la première colonie anglaise de Virginie en 1607 jusqu'à la grande guerre, à l'armistice et à la paix.

L'auteur — attaché pendant la guerre à l'Y. M. C. A. — n'a pas voulu présenter un simple récit chronologique de faits historiques; il s'est au contraire appliqué à tracer une image vivante de la vie de la nation et de son évolution.

## LA REVUE ROMANDE

Sommaire du numéro 21 :

Pierre Tisserand : Les œuvres de Maine de Biran. — Marc Dufaux : L'évolution créatrice. — Gilbert Charles : Notes sur le Cubisme littéraire. — Joseph Peillex : Pour les commentateurs ou inventeurs. — Jules Ernest Goss : Le Beau Pays ou le lyrisme chez nous. — Georges Oltramare : Le Madrigal de l'Aube. — André Secretan : Projets d'avenir. — La quinzaine : Les Revues : J.-E. G. — Les Beaux-Arts : Maurice Jeanerret : L'Art d'Edmond Bille. — M. C. : L'exposition Steinen.

Charles PAYOT, éditeur.



Madame veuve Counil-Chanson; Monsieur et Madame A. Counil-Pilet; Monsieur A. Chanson-Clavel; Monsieur et Madame Etienne Chanson et leur enfant; Mademoiselle Anna Magliocco et les familles alliées font part à leurs amis et connaissances de la perte douloureuse qu'ils viennent de faire en la personne de

Mademoiselle

Marie COUNIL

leur bien-aimée fille, sœur, belle-sœur, nièce et cousine décédée le 4 avril 1920, munie des Sacraments de l'Eglise.

L'ensevelissement aura lieu mercredi 7 avril à 14 heures.

Culte pour la famille à 1 heure.

Domicile mortuaire : avenue Ruchonnet 16. Prière de ne pas faire de visites.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

R. I. P.

Monsieur et Madame Constantin Pringo et leurs enfants Lilia et Stephan; Madame Julie Pringo; Madame Eugénie Bassia; ainsi que toutes les familles alliées en Grèce et en Egypte ont la profonde douleur de faire part du décès de

## Monsieur André PRINGO

leur très cher et regretté fils, frère, petit-fils, neveu et parent survenu à Lausanne le 3 avril 1920, dans sa 18me année.

Un avis ultérieur indiquera le jour et l'heure de l'Office funèbre.

Madame Burky-Perdonnet;

Madame Perdonnet;

Monsieur Frank Burky et sa fille;

Madame et Monsieur Jean Bernier et leurs enfants;

Madame et Monsieur Robert Merman et leur fille;

Monsieur et Madame Llassera et leurs enfants;

Monsieur Charles Burky;

Monsieur et Madame Stransky;

Monsieur et Madame Maurice de Watteville et leurs enfants;

Mademoiselle Julia Burky;

Monsieur Gust